



Onzième Année

N° 110

JANVIER 1936

# PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

**CAUCASE** { GÉORGIE  
AZERBAIDJAN  
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

Directeur: Georges Gvazawa

## SOMMAIRE

---

U. R. S. S. et Uruguay .....	<i>P.-E. Briquet</i>
La rupture des relations diplomatiques entre l'U. R. S. S. et l'Uruguay ....	**
La Transcaucasie, l'une des parties de l'impérialisme rouge russe .....	<i>Prof. Dr G. Jäschke</i>
La presse allemande et la question des nationalités en U. R. S. S. ....	<i>H. Munchi</i>
L'armée ukrainienne .....	<i>Gén. Udoviczenko</i>
Le calvaire de la Géorgie .....	<i>Colonel de Souramy</i>
Document historique (suite) .....	**
Revue de la presse .....	**
Chronique	

---

Direction et Administration :

**1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°)**

---

# PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale  
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine  
et du Turkestan

## U. R. S. S. et Uruguay

La situation internationale, si confuse, de l'heure actuelle, le conflit italo-éthiopien, les affaires d'Extrême-Orient, celles de Lituanie, des Etats danubiens et les difficultés intérieures de la France et de la Grande-Bretagne, ne doivent pas empêcher de prêter l'attention qui leur est due aux controverses nouvelles qui peuvent surgir ici et là. Le différend qui s'élève aujourd'hui entre l'Uruguay et l'U. R. S. S. est de cette nature. Il est susceptible d'une extrême gravité par le précédent qu'il peut fournir et par les révélations qu'il apportera peut-être.

L'Uruguay et l'U. R. S. S. sont séparés par toute la longueur de l'océan Atlantique. Des hostilités sont hors de question. La rupture diplomatique ne saurait donc les entraîner. Mais est-on certain qu'il en serait encore ainsi au cas où l'Uruguay aurait avec l'U. R. S. S. une frontière commune ? Qu'en résulterait-il si la Lettonie, la Finlande ou le Japon mettaient sommairement à la porte les représentants des soviets en arguant qu'au lieu de se limiter à leurs fonctions diplomatiques ces derniers abusent de l'immunité d'usage pour permettre ou organiser à la légation soviétique des menées

révolutionnaires contre le gouvernement auprès duquel ils sont accrédités ? La rupture ne conduirait-elle pas à la guerre ? Cette seule possibilité prouve la gravité du conflit actuel.

On ne saurait dès lors regretter que Moscou entende porter à Genève son différend avec l'Uruguay. Si vraiment, ainsi que l'annoncent les *Izvestia*, l'Uruguay doit fournir la preuve devant le Conseil que la rupture lui a été imposée par l'activité illégale de la légation soviétique à Montevideo, il faudra s'en féliciter grandement. La lumière doit être faite. Nous ne doutons pas que l'attention la plus juste ne soit accordée à l'argumentation de l'Uruguay. Cette déférence est due à l'Amérique latine, et l'importance momentanée que l'U. R. S. S. acquiert grâce au conflit italo-éthiopien, ne saurait accaparer la faveur des grandes puissances.

Rappelons que l'Angleterre s'est trouvée dans le cas de l'Uruguay. Elle dut expulser les représentants des soviets après des révélations sur le rôle joué par eux dans la grève générale de 1926. A plus d'une reprise les rapports furent si tendus entre Paris et Moscou, que le Quai d'Orsay envisagea la

rupture des relations diplomatiques.

La protestation du ministre soviétique à Montévidéo, M. Minkin, entend établir l'innocence soviétique sur la prétendue différence entre le Komintern et le gouvernement soviétique. Moscou assure que ces deux organes n'ont « aucune relation l'un avec l'autre », et que le second « n'est pas responsable » de l'activité du premier. Nous rappelons à ce propos que le congrès du Komintern, qui se tint à Moscou cet été, a acclamé Staline comme son chef. Le journal officiel du Komintern, approuvé par la censure soviétique, publie depuis cet été le portrait de Staline en première page et le reconnaît comme chef suprême. Staline signe, d'autre part, les décrets exécutifs conjointement avec Molotoff. Dira-t-on que Staline dictateur de l'U. R. S. S., n'a « aucune relation » avec Staline, chef du Komintern, dont le siège est à Moscou ?

Cette prétention de Moscou à séparer le Komintern du gouvernement soviétique, Washington, dans une protestation récente, ne l'a pas admise. Pense-t-on à Genève que la S. d. N. pourra imposer, contre les Etats-Unis, cette même prétention aux Etats de l'Amérique latine ? Donnera-t-elle au Brésil cet encouragement à l'isolement ?

Si l'U. R. S. S. était un pays démocratique, l'affirmation soviétique pourrait être soutenue dans une certaine mesure. Le gouvernement conservateur britannique ne saurait être rendu responsable de ce que font les conservateurs suédois. Mais il en est autrement dans les Etats totalitaires, notamment en U. R. S. S. En Russie, l'Etat contrôle tout. Il n'y a qu'un seul parti, qu'une seule presse, qu'une

seule caisse. Il y a identité entre les divers partis communistes du monde entier, qui forment la III<sup>e</sup> Internationale, dont le Komintern est l'organe de combat, et Staline le chef incontesté.

Les *Isvestia* reprochent à l'Uruguay d'avoir cédé à la pression brésilienne. C'est Rio de Janeiro qui aurait menacé Montévidéo. Nous doutons que la chose ait été jusque-là. Mais il est certain que si Moscou donne tant d'importance à l'Uruguay, c'est que ce pays lui servait à quelque chose. A quoi ? Les discours prononcés à Moscou cet été par les délégués sud-américains au congrès du Komintern nous l'expliquent. L'Uruguay offrait aux communistes une base d'opération pour toute l'Amérique latine. Ces derniers pouvaient y tenir en toute liberté des congrès, et c'est de là que Prestes, membre du Komintern, organisa la dernière révolution qui tenta, en novembre dernier d'instaurer à Rio de Janeiro un gouvernement soviétique. Point n'était besoin que le Brésil intervînt. L'Uruguay pouvait-il rester indifférent et presque alors complice ?

L'U. R. S. S. essaye aujourd'hui de rendre définitif l'avantage obtenu par la reconnaissance officielle des gouvernements étrangers. La rupture doit devenir impossible, et les menées subversives, la propagande et la révolution doivent pouvoir se préparer en toute sécurité dans les légations soviétiques. Moscou entend utiliser Genève comme paravant. Mais la S. d. N. permettra-t-elle qu'on fasse d'elle le tremplin de la révolution ?

P. E. Briquet

Rédacteur du « Journal de Genève »

# La rupture des relations diplomatiques entre l'U. R. S. S. et l'Uruguay

Le gouvernement uruguayen ayant décidé de rompre les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. le ministre des Soviets à Montevideo, M. Alexandre Minkin a reçu immédiatement ses passeports et a été invité à quitter le plus rapidement possible le territoire de la république.

La décision du gouvernement uruguayen a été accueillie avec une certaine surprise et beaucoup de satisfaction. On savait en effet que les autorités étaient en possession d'un copieux dossier sur les menées criminelles de la III<sup>e</sup> Internationale, mais on ne pensait pas que le gouvernement aurait l'énergie d'aller jusqu'à la rupture diplomatique. On parlait ces derniers jours, dans les milieux politiques d'une note de protestation analogue à celle des Etats-Unis et il faut croire que la situation était vraiment inquiétante pour que le conseil des ministres n'ait pas reculé devant une mesure extrême appelée à avoir un énorme retentissement en Amérique du Sud.

Il a été prouvé, en effet, que la III<sup>e</sup> Internationale avait choisi Montevideo comme centre d'action de ses émissaires en Amérique latine et que le travail révolutionnaire s'effectuait traitreusement derrière la façade diplomatique de la légation soviétique.

C'est à Montevideo qu'a été préparée la dernière insurrection brésilienne déclenchée — on l'a appris depuis — pour « punir » le Brésil de ne pas seconder la belliqueuse politique sanctionniste de M. Litvinoff. Furieux de l'échec de leur tentative si énergiquement réprimée par le président Vargas, les bolcheviks se préparaient à

organiser une autre révolution sanglante et cette fois, en Uruguay. Le mouvement devait éclater en février 1936 avec l'appui de tous les communistes sud-américains.

Informé de ces projets, le gouvernement uruguayen fit d'énergiques remontrances verbales au ministre de l'U. R. S. S. Celui-ci répondit, comme le font toujours en pareilles circonstances les diplomates soviétiques, que l'affaire ne regardait pas son gouvernement et que le pouvoir moscovite n'avait pas à connaître les agissements du Komintern.

L'imposture est flagrante et il est absolument évident que les hommes de la III<sup>e</sup> Internationale sont de dociles mercenaires agissant sous les ordres de M. Staline qui peut à son gré modérer l'ardeur de ses agents étrangers ou la stimuler, suivant les besoins de l'heure et les nécessités diplomatiques de l'impérialisme soviétique. La propagande communiste devient ainsi un commode moyen de chantage destiné à arracher aux ministres « capitalistes » des traités de commerce ou des alliances militaires.

Le gouvernement de Montevideo sachant tout cela et justement alarmé de l'extension des menées révolutionnaires qui ne menacent pas que l'Uruguay mais aussi tous les Etats voisins et la paix même de l'Amérique latine, a voulu en finir d'un coup. Mais il est impossible d'écraser le communisme, tant que demeure dans le pays une représentation diplomatique soviétique, véritable officine d'espionnage et de terrorisme. L'exemple des Etats-Unis où la reconnaissance des Soviets a

provoqué une immédiate éclosion de banditisme révolutionnaire est un précieux enseignement pour les républiques américaines.

Le gouvernement uruguayen a attaqué le mal dans ses racines et c'est pour cela que M. Alexandre Minkin a reçu ses passeports.

A la note du ministre des Soviets protestant contre les accusations dont il était l'objet, le ministre des affaires étrangères a répondu simplement en renvoyant cette note et en indiquant qu'elle était conçue en termes désobligeants, il souligna en outre que l'Uruguay ne reconnaît plus au ministre soviétique le droit de représentation diplomatique.

La presse uruguayenne a approuvé avec enthousiasme la décision du ministre des affaires étrangères ; elle continue à démasquer les agissements des communistes grâce à l'appui de la légation. L'on est convaincu que cette décision servira de début à « l'épuration » générale du pays des éléments communistes. Effectivement, les principaux chefs communistes uruguayens sont déjà sous les verrous et de nombreux documents trouvés au cours des perquisitions prouvent, une fois de plus, la collusion entre le gouvernement moscovite et le mouvement communiste en Uruguay et dans d'autres pays sud-américains.

Le Brésil, voisin de l'Uruguay où le gouvernement a du récemment mater une révolte communiste n'a pas manqué lui aussi de manifester son approbation à la décision du ministre des affaires étrangères. Toute la presse se réjouit de cette décision, attendu que dans ce pays également, il est prouvé que l'insurrection de novembre a été l'oeuvre des bolcheviks et qu'elle a été préparée à Montevideo. La presse estime que l'expulsion du ministre des

soviets de Montevideo affaiblira dans une certaine mesure l'activité communiste en Amérique du Sud et elle ajoute que l'Uruguay a rendu service à toute l'Amérique du Sud.

Il est certain que les bolcheviks et la presse moscovite fulminent contre l'acte du gouvernement uruguayen. Les *Izvestia* estiment qu'il est nécessaire de soumettre cette question à la S. D. N. afin d'obliger l'Uruguay à prouver ses accusations contre Moscou. De son côté la presse considère que ce geste est le fait de certaines puissances étrangère, l'Italie ou le Vatican, peut-être même le Brésil. La *Pravda*, autre journal communiste important, donne une version assez habile de l'affaire ; elle prétend qu'à la base de la décision uruguayenne se trouverait la vente par l'Uruguay à l'U.R.S.S. de quelques centaines de tonnes de fromage, vente qui aurait été annulée du fait que l'Uruguay aurait fait ressortir le danger que présentait un pareil marché au point de vue de la sécurité. En annulant cette vente, on arrêtera du coup la propagande soviétique, ce que voyant, le ministre des Soviets aurait pris les devants et rompu le marché. Après avoir ainsi expliqué d'une manière si anecdotique cet échec soviétique, la presse moscovite refuse de voir dans cette affaire la main de ses agents ; elle va même jusqu'à prétendre que l'Amérique du Sud est, en général, un pays de révolutions et qu'il ne faut pas s'étonner d'y voir des troubles constants.

En dépit de ces allégations, un fait reste : les documents trouvés au cours des perquisitions suffisent à démontrer la part prise par Moscou dans tous les mouvements communistes en Amérique du Sud. L'Uruguay était la seule république ayant reconnu les bolcheviks et ayant établi des relations

diplomatiques avec les Soviets. La rupture de ces relations ne peut manquer d'avoir son influence sur les autres pays et leur enlever toute intention de nouer des rapports avec ce nid de révolutions internationales et de guerres civiles que représente Moscou avec ses dirigeants qui ne cessent de prêcher la révolution mondiale.

La presse européenne commente longuement ces incidents. La presse allemande notamment ne cache pas sa satisfaction et rappelle que l'Uruguay a reconnu les bolcheviks en 1926 mais

n'a échangé de représentants diplomatiques avec les Soviets qu'en 1933.

Une autre république sud-américaine, le Chili se disposait également à reconnaître les bolcheviks et à établir des relations diplomatiques, mais réflexion faite, le gouvernement chilien n'a pas donné suite à son projet. Selon la presse allemande, un fort mouvement se dessine en Amérique du Sud dans le but de créer un « front unique » contre les agissements du Komintern.

\*\*

## La Transcaucasie - l'une des parties de l'impérialisme rouge russe

L'une des affirmations les plus répandues au sujet des bolcheviks est celle qui laisserait supposer que la question des nationalités en Union soviétique a été résolue d'une manière presque « idéale ». Nous ne pouvons mieux en apercevoir l'erreur que dans l'histoire de la Transcaucasie depuis la guerre.

Après la chute du tsarisme en Russie, le mouvement national s'est développé de plus en plus, au point que certains peuples se séparèrent de la Russie et qu'ils constituèrent leur propre Etat. Les chefs du communisme à l'époque, Lénine et Staline comprirent que ce mouvement était effectivement puissant et ils décidèrent d'en tirer profit, dans leurs propres intérêts et en tant que nouvelle forme d'impérialisme russe, par la révolution mondiale. Dans ce but, Lénine et Staline décrétèrent avant tout, le 16-11-

1917, que toutes les nationalités de l'ancienne Russie tsariste ont désormais le droit à l'autonomie, voire même jusqu'à la séparation d'avec la Russie et de se constituer en Etats indépendants. Mais tout cela par la suite n'apparut que comme des phrases ; non seulement les bolchéviks ne tinrent point leur promesse envers les peuples de Russie, mais encore envers ceux qui avaient été conquis sur la Turquie par les généraux tsaristes en 1916. Staline, commissaire à l'époque, pour les affaires des nationalités, refusait de reconnaître les accords signés par le régime tsariste, en 1916 et « violés » par les bolcheviks, mais il estimait nécessaire d'en tirer parti. C'est dans cette intention que l'Arménien Stephan Chaoumian fut nommé commissaire extraordinaire au Caucase le 18-10-1917.

Les obligations de ces commissaires

furent fixées par le décret du 12-11-1918 et ce décret montre jusqu'à quel point l'actuelle amitié de l'U.R.S.S. avec la Turquie était loin du plan de Lénine. (Die Welt des Islams T. 16 p. p. 23-38). Le dit décret, paru sous le No 13, proclame ce qui suit :

« Décret No 13 du Conseil des Commissaires du peuple, au sujet de l'Arménie turque », publié dans les *Izvestia des députés ouvriers et soldats* 3-11 1918 :

« Le Conseil des commissaires du peuple fait savoir à tout le peuple arménien qu'il défendra les Arméniens qui se trouvent dans les territoires conquis sur la Turquie jusqu'au moment où ils proclameront leur indépendance.

« Le Conseil des commissaires estime qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures jusqu'au moment de la complète auto-disposition des Arméniens, et c'est pourquoi il décrète :

1. de rappeler immédiatement les troupes russes se trouvant actuellement dans l'Arménie turque et d'y créer une milice arménienne pour le maintien de l'ordre.

2. d'organiser le retour des réfugiés arméniens de Turquie en Arménie.

3. d'organiser le retour des Arméniens déportés dans les contrées lointaines de la Turquie, pendant la guerre, question qui sera soulevée par le Conseil des commissaires au cours des futurs pourparlers avec la Turquie.

4. Le Conseil des commissaires arméniens et le Comité arménien, élu selon les principes démocratiques, remplira provisoirement les fonctions de gouvernement de l'Arménie turque.

« Pour l'application et l'exécution du premier et du deuxième article du présent décret, il faudra aider de toutes les forces les Arméniens de Turquie et rappeler les troupes russes de

l'Arménie turque, en même temps que créer des commissariats locaux, tâche dont aura charge le commissaire extraordinaire Stephan Chaoumian ».

*Remarque*: La délimitation des frontières de l'Arménie turque est également confiée au commissaire extraordinaire qui se mettra à l'oeuvre aussitôt que les représentants arméniens, choisis par voie démocratique se trouveront en plein accord avec les représentants des peuples voisins.

Le président du Conseil des commissaires :

*Oulianov-Lénine*

Le commissaire pour les affaires des nationalités :

*Djougachvili-Staline*

Cette politique arménienne de Lénine qui ressemble tant à celle des tsars russes fut confirmée le 10 juillet 1918 dans les lois fondamentales de la R. S. F. S. R. au Congrès des Soviets : « Aider toujours les peuples désireux de s'affranchir ».

Les affaires du Caucase se trouvaient à l'époque sous la direction du commissariat aux nationalités, c'est à dire, de ce même Staline. D'autre part, Chaoumian ne put pénétrer dans l'Arménie turque. Il organisa son bureau à Tiflis, mais il en fut expulsé et alla se fixer à Bakou. Dans cette ville, Chaoumian forma des détachements entiers avec les soldats russes démoralisés, rentrant du front et avec leur appui, il organisa, le 31 mars 1918, un massacre de musulmans. Les cris et gémissements des musulmans victimes de ces pogroms, à Bakou eurent lieu au moment même où Lénine lançait une proclamation du 7-11-1917 aux « Russes et aux Musulmans d'Orient » et dans laquelle il était dit : « Turcs et Tatares de Transcaucasie. Dès ce



moment, vous êtes libres sous le rapport national et culturel.. Organisez votre vie nationale à votre guise!.. »

Le gouvernement soviétique ainsi organisé à Bakou ne se maintient que quatre mois. Les Arméniens qui s'étaient concentrés à Bakou ne purent s'opposer à l'avance des troupes turques, sans l'appui des Anglais et c'est alors que parut la dictature de la flotte de la Caspienne (25 juillet 1918). Le 14 septembre de cette même année, les 26 commissaires de Bakou quittaient Bakou pour Krasnovodsk, où, arrêtés, ils furent fusillés.

L'occupation de Bakou, c'est-à-dire de l'une des plus grandes villes de Russie par les Turcs fut l'objet d'une protestation des bolcheviks. Par la suite, les bolcheviks érigèrent un monument à Chaoumian dans la ville d'Erivan et la ville principale du Karabagh montagnoux, actuellement région autonome, en Azerbaïdjan, a pris le nom de Stepanokert.

Cependant, les bolcheviks, dès 1919, résolurent de conquérir la Transcaucasie. La chute du général Denikine leur ouvrit le chemin. Le décret de la III<sup>e</sup> Internationale dit : « S'il est nécessaire de saisir rapidement notre ennemi à la gorge et que pour cela il faille s'instruire de son exemple, il faut le faire ». Ces paroles sont de Dimitrov, elles ne nous apprennent rien de nouveau, attendu que ce moyen a toujours été appliqué par les bolcheviks. Lénine, dans ce domaine, devança Dimitrov. Chaoumian avait voulu bolcheviser d'un coup tout le Caucase ; il échoua. Lénine, lui, résolu de se servir, sans hâte des nationalités du Caucase. Il attirait les uns en leur promettant la révolution mondiale et faisait marcher les autres avec son armée rouge et sa terrible tchéka.

La république des Montagnards du Caucase qui, le 11 mai 1918 avait proclamé son indépendance, tomba sous les coups de Denikine ; peu après elle était la proie de Lénine qui déjà s'en prenait à l'Azerbaïdjan. Le 2 janvier 1920, le Commissaire aux Affaires étrangères, Tchitcherine, proposait une alliance contre Denikine au gouvernement d'Azerbaïdjan. En plus de cette proposition, Tchitcherine offrait encore à l'Azerbaïdjan une reconnaissance que le Conseil suprême des Alliés allait confirmer le 12 janvier 1920. Cependant, ces pourparlers n'eurent point de suite, l'armée rouge ayant franchi la frontière de l'Azerbaïdjan. Il semble paradoxal que l'armée rouge ait franchi cette frontière et occupé Bakou, alors qu'elle se trouvait aux prises avec la Pologne. Moscou se mit à lancer toutes sortes de faux bruits au sujet d'une prétendue « révolution prolétarienne » (Kurt Zieruke, *Die neue Türkei* p. 515, et renseignements de *Zeitschrift für Geopolitik* - juillet 1935 p. 422). La jeune armée azerbaïdjanienne était à l'époque (depuis le 22 mars 1920), aux prises avec l'Arménie, guerre provoquée par les bolcheviks eux-mêmes. Moscou se souvint de la tactique de Chaoumian et, en dépit de l'opposition des Azerbaïdjanais, utilisa toute une série d'aventuriers turcs qui se trouvaient à Bakou. Dans ce nombre se trouvait à l'époque l'ancien commandant en chef de l'armée turque au Caucase, Halil Pacha. Ce dernier, profitant de sa haute situation et de l'estime dont il jouissait parmi les Azerbaïdjanais, fit courir le bruit que l'armée rouge, laissant Bakou de côté s'appête à gagner l'Anatolie, pour prêter son appui à Moustapha Kemal dans sa lutte pour l'indépendance ; c'est pourquoi, disait-il, toute opposition aux bolcheviks sera

considérée comme une trahison « envers les Turcs et l'Islam ».

Le 27 avril, Bakou est occupé par la force des armes et le 28, « le Conseil militaire bolchevik d'Azerbaïdjan » envoyait à Lénine un télégramme dans lequel il faisait allusion « aux forces blanches dans le pays », à la nécessité de « combattre les impérialistes mondiaux », à « l'admission de l'Azerbaïdjan dans le giron de la Russie soviétique » (Kloutchnikov et Sabanine. La politique internationale contemporaine, d'après les traités et les notes », Moscou 1925. (Tome III. chap. I No 13).

Dans le même temps, c'est-à-dire, le 1er mai, l'état major de la deuxième armée rouge, sous le commandement de Levandovski, entra à Bakou. A Halil Pacha qui s'était porté à sa rencontre, Levandovski déclara qu'il ignorait que l'armée rouge se portait au secours de l'Anatolie et que la question du commandement serait tranchée à Moscou. Et l'on assista alors à l'arrestation, d'après les listes préparées d'avance, de tous les « ennemis du prolétariat » et dans ce nombre, de tous les officiers turcs, par les soins de la Tchéka sous la direction de Pankratov. A l'un des membres du gouvernement d'Azerbaïdjan, il fut déclaré, non sans ironie : « que vos Turcs tant aimés vous libèrent à présent », et l'on vit les bolcheviks, envoyer en cadeau à Lénine des wagons entiers d'objets volés à Bakou.

Le 27 avril, le commandant du train blindé, Efremov, déclarait qu'il n'était nullement question d'envoi de troupes en Anatolie (Bakinski Rabotchi 28 avril 1925), mais qu'il n'est d'autre question que celle du naphte.

Mais en dehors du naphte, Bakou, pour Lénine était « une fenêtre communiste ouverte sur le monde musul-

man d'Orient ». Bientôt, les communistes, avec Moustapha Subhi en tête, envoyés en Turquie par cette fenêtre, ne tardèrent pas à être chassés. Les bolcheviks comprirent que la Turquie, pas plus que l'Iran, ne sauraient les intéresser.

L'opposition du peuple azerbaïdjanien commença à se manifester, à partir du mois de mai 1920, dans toute une série de soulèvements sanglants, noyés dans le sang par les bolcheviks.

La guerre avec la Pologne obligea les bolcheviks à hâter la conquête des autres parties de la Transcaucasie. Après quelques engagements, l'Arménie fut reconnue par les bolcheviks ; c'était le 10 août 1920, au moment précis de la signature du traité de Sèvres avec la Turquie. Mais l'Entente oublia bientôt ses promesses et l'Arménie avec les Arméniens se tourna dès lors vers Lénine comme « libérateur » de leur pays. Cette « libération » ne fut pas celle qu'on attendait. Un comité révolutionnaire, constitué à Karavansarail, le 29-11-1920 déclara l'Arménie, république soviétique et le 2-12, les bolcheviks exigèrent la remise du pouvoir par les dachnaks. (Current History (New York) T. XII p. 631). Le 5 décembre, l'armée rouge faisait son entrée à Erivan, capitale de l'Arménie (Jahrbuch des Wölkerrechts. T. IX. 216).

L'on vit alors se répéter ce qui s'était produit à Bakou. Tout ce qui se trouva au siège du Comité américain fut confisqué. Trois années durant, Lénine parla encore de la Grande Arménie, mais après sa complète soviétisation, cette propagande cessa. (Oliver Baldwin. Six Prisons and Iwo Revolutions, London 1925 p. 40).

Lénine avait compris que la Turquie nationale présentait une force réelle et qu'une amitié avec elle était nécessai-

re. Oubliant ses promesses, Lénine ne donna à l'Arménie que le corridor de Zangueour ; les bolcheviks n'en répandirent pas moins le bruit qu'ils avaient sauvé l'Arménie. Après l'annexion de l'Arménie, les bolcheviks se tournèrent vers la Géorgie dont la conquête présentait plus de difficultés du fait que le gouvernement géorgien était socialiste et que toute attaque portée contre lui serait mal interprétée par le « prolétariat international ». C'est pourquoi les bolcheviks avaient dû reconnaître la Géorgie par le traité du 7 mai 1920, en tant que conséquence de leur politique par rapport aux nationalités. Lorsque les Soviets commencèrent à prendre l'offensive en Géorgie, ils agirent d'après cette formule et en recourant aux mêmes méthodes qu'ils avaient employées auparavant. Ils déclanchèrent donc une insurrection dans la province géorgienne, limitrophe de l'Azerbaïdjan, à Bortchalo, le 11 février 1921 et le 16 de ce même mois, un comité révolutionnaire s'organisa à Choulaveri. Comme toujours en pareil cas, ce comité lança un appel au prolétariat de Géorgie, en même temps qu'il demandait « de l'aide » au camarade Lénine. La petite armée géorgienne fut bientôt écrasée par les bolcheviks.

Par la suite Trotski ne nia point que l'armée rouge avait rendu un grand service en soumettant le Caucase. Et pour ne pas voir se renouveler les événements sanglants de Bakou et d'Erivan, Lénine ordonna, le 14 avril 1921, d'être plus humains, mais lorsque le nouveau régime se fut consolidé en Géorgie les mêmes scènes se renouvelèrent.

Après avoir appliqué différentes méthodes communistes, les bolchéviks en vinrent à reconnaître la nécessité de créer une république socialiste fé-

dérative de Transcaucasie, le 12 janvier 1922. Le 30 de ce mois, l'U. R. S. S. reconnaissait la Fédération. Les frontières de cette république sont les mêmes que celles fixées dans le traité turco-bolchevik de Moscou, le 16 mars 1921.

Après avoir conquis, par la force des armes, toute la Transcaucasie, les bolcheviks s'empressèrent d'affermir leur autorité. L'impossibilité pour l'Europe de tenter quelque chose et le renforcement progressif des bolcheviks leur permirent d'appliquer dans leur entier leurs théories au Caucase. La Tchéka, le Guépéou, reçurent l'ordre d'étouffer dans l'oeuf toute tentative de soulèvement. Des insurrections n'en éclatèrent pas moins à Erivan, les 16 et 17 février 1921, à Tiflis le 28 août 1924 et au cours de ces quinze ans en Azerbaïdjan, mais toutes ces tentatives furent noyées dans des flots de sang.

Après tous ces événements, il est apparu que les plus loyaux sujets des bolcheviks sont les Arméniens, ces derniers continuant à considérer les Soviets comme un gouvernement rempli de promesses et toujours bien disposé envers eux. Ainsi depuis 1921, les Arméniens se sont réconciliés avec les bolcheviks au point que l'émigration arménienne même retourne dans le pays. Etchmiadzin est resté comme par le passé, un centre arménien pour le monde entier. Mettant à profit ces dispositions, les bolcheviks mènent une active propagande pour le « foyer arménien » ; ils reçoivent des offrandes des riches arméniens établis à l'étranger et s'efforcent d'attirer jusqu'aux réfugiés arméniens de Turquie. Après la mort du Catholicos Kevork V, les Bolcheviks ont organisé les « élections » du nouveau Catholicos ; à cet effet ils ont déclaré au monde que l'E-

glise arménienne jouit d'une complète liberté dans le pays, alors qu'il en est d'elle comme de toutes les Eglises des autres confessions.

Signalons aussi que ce n'est que pour tromper les masses que les bolcheviks ont organisé le premier (il fut aussi le dernier) congrès des peuples opprimés d'Orient à Bakou en 1920. L'on sait qu'à ce Congrès furent élaborées les mesures destinées à révolutionner les masses d'Orient, congrès qui, semble-t-il, ne fut pas très goûté du Komintern. La deuxième manifestation de ce genre eut lieu à Bakou également en février : ce fut le premier « Congrès de turkologie » auquel tous les Turcs de l'U.R.S.S. furent invités sous le drapeau « Essai tenté en Azerbaïdjan », en réalité pour la mise en pratique du nouvel alphabet latinisé. A partir de 1922 (en Turquie à partir de 1928) fut instauré en Azerbaïdjan un alphabet totalement incompréhensible aussi bien qu'étranger à la langue, mais qui eut pour résultat de dissocier les peuples turcs. En dépit de toutes les déclarations officielles sur la nécessité d'une union des peuples turcs, cet alphabet est une véritable muraille chinoise entre ces peuples. Ainsi, les bolcheviks s'efforcent par tous les moyens de mettre obstacle au développement intensif de la culture des peuples turcs, aussi bien qu'à tout rapprochement entre ces peuples. Les bolcheviks vont même jusqu'à qualifier de « panturkisme » toute tentative faite dans ce sens et l'on sait la quantité de gens qui, de ce fait, ont été exterminés en Azerbaïdjan. Pour chacun de ces peuples turcs, individuellement, les bolcheviks créent des grammaires et des dictionnaires, si bien que dans la seule république soviétique d'Azerbaïdjan, les bolcheviks

ont découvert 21 nationalités différentes ?!

L'absence en Azerbaïdjan de « prolétariat de classe conscient » a été reconnue par M. Staline et c'est pourquoi la majorité des travailleurs responsables, dans ce pays, ne sont point des Azerbaïdjanais. La « politique nationale » penche de plus en plus en Azerbaïdjan vers l'anti-communisme. Les Azerbaïdjanais considèrent le pouvoir bolchevik comme un pouvoir étranger et les tendances nationales se développent de plus en plus dans le pays. Afin de renforcer son autorité, le gouvernement de Moscou a résolu de mélanger toutes les nationalités, de les confondre sur un même plan et, pour mieux les tenir, il a recours à la « russification », facilitant d'autant l'immigration en Azerbaïdjan des paysans russes. D'après les statistiques soviétiques, la ville de Bakou compte 700.000 habitants dont un tiers de Russes.

Ajoutons que comme au Turkestan, le gouvernement moscovite a obligé le paysan azerbaïdjanien à semer du coton, ce que voyant, ce dernier qui manque de blé, quitte le pays et se réfugie dans les pays voisins. Cependant par rapport aux Allemands, habitant la Transcaucasie, les bolcheviks se sont montrés plus sévères que le grand duc Nicolas, sous prétexte qu'ils « constituent le noyau de la colonisation allemande sous le masque de fraternité soviétique ». Rappelons aussi que si la Russie tsariste a changé le nom de Gandja en Elisabethpol, les communistes, eux l'ont changé en celui de Kirovabad.

La politique colonisatrice de Moscou a dépassé celle du tsarisme, tandis que dans les cerveaux des dirigeants moscovites la « révolution mondiale » est

une sérieuse opposition à cette politique. toujours envisagée. C'est pourquoi, l'Union soviétique, principale citadelle de cette conception doit exister, se

renforcer et, dans ce but, la complète russification de la population apparaît comme une nécessité de tout premier plan.

*Prof. Dr. Gotthard JASCHKE*

## La presse allemande et la question des nationalités en U. R. S. S.

Ces derniers temps, la presse allemande prête une attention toute particulière à la question des nationalités de l'Union soviétique. En l'espace de peu de temps les plus importants journaux et périodiques d'Allemagne ont inséré toute une série d'articles consacrés à nos problèmes.

Sans nous attarder aux articles de caractère scientifique-littéraire, nous donnerons ici un aperçu succinct des articles politiques qui montrent indubitablement l'intérêt que portent les milieux politiques du IIIème Reich à nos problèmes.

Dans toute une série d'intéressants articles parus dans l'organe central du parti national-socialiste, le *Volkische Beobachter* des 27, 28 et 29 septembre, le correspondant oriental a donné à ses lecteurs un aperçu de la situation du mouvement national libérateur dans toute l'Union soviétique.

L'intéressant aperçu, parfaitement documenté du correspondant allemand commence par une mise au point de la fausse compréhension établie sur la Russie et qui voit en elle un bloc monolythe et en l'Union soviétique, un pays dans lequel les questions des nationalités aussi bien que des minorités seraient résolues.

La moitié de la Russie (48 % d'a-

près les statistiques soviétiques) est constituée par des éléments non russes. Ces peuples, quoi qu'en disent les fausses déclarations de la presse soviétique et des agitateurs de la IIIème Internationale, sont loin de s'être ralliés au régime communiste et ils poursuivent une lutte acharnée pour leur indépendance nationale. Le correspondant qui procède à un groupement de ces peuples, donne des détails sur la situation de quatre pays. Le premier article est consacré à l'Ukraine. Après avoir brossé un tableau parfaitement exact de l'Ukraine et caractérisé l'état actuel de ce problème, l'auteur écrit notamment :

« Ainsi qu'un flambeau qui se consume, l'Ukraine en ce moment inspire une crainte toute particulière aux maîtres du Kremlin. Elle n'est déjà plus ce pays d'avant-guerre qui nourrissait de son blé toute la Russie. Du fait des méthodes économiques inhumaines du régime soviétique, la famine règne aujourd'hui dans toute sa rigueur. La propagande soviétique s'efforce par tous les moyens de cacher ces faits à l'opinion publique européenne, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte maintes fois. Mais de pareils « démentis » sont loin d'arrêter la marche du mouvement national-libéra-

teur qui se poursuit en Ukraine ».

Le deuxième article est consacré au Caucase. Le correspondant fait tout d'abord connaître au lecteur, la situation du pays, décrivant individuellement les particularités de nos quatre républiques, il passe ensuite à la caractéristique du mouvement national-libérateur de ces peuples. Il décrit ce mouvement avec une compétence remarquable pour un étranger. Selon le dit correspondant, le mouvement d'indépendance au Caucase avait un caractère organisé bien avant même la guerre mondiale. Ce mouvement finit par prendre des formes nettement nationales, visant à la séparation d'avec la Russie.

L'auteur rappelle ensuite l'histoire de la création de nos républiques et leur occupation par les Soviets.

Mais en dépit de cette occupation, la lutte ne cesse de se manifester au Caucase et c'est ainsi que l'auteur est amené à parler des insurrections contre les impérialistes rouges. Au cours de cette occupation soviétique, le Caucase ne compte pas moins de 66 insurrections sanglantes pour l'étouffement desquelles les Soviets ont dû employer des effectifs de troupes de différentes armes.

Le correspondant souligne notamment la situation toute particulière qu'occupent l'Azerbaïdjan et le Caucase du Nord dans le système de l'administration soviétique au Caucase. En dépit de l'amitié, toute superficielle, qu'on remarque dans les relations soviéto-turques, les bolcheviks s'efforcent d'empêcher tout lien moral et culturel entre ces pays turco-musulmans et la nouvelle Turquie. Grâce à cette politique, une muraille chinoise a été dressée entre ces pays au point de vue culturel, tandis que dans la zone frontalière avec les voisins du sud, des éléments

étrangers ont été transplantés.

La politique des Soviets au Caucase est basée sur la principe de « diviser pour régner ». C'est ainsi que cette politique trouve artificiellement de nouvelles nationalités en s'appuyant sur différents dialectes et patois dont elle fait des langues nationales. S'adressant alors au lecteur allemand, le correspondant demande ce qu'il adviendrait du peuple allemand si les différents dialectes parlés en Allemagne étaient élevés au rang de langues indépendantes.

Dans un troisième article, le correspondant parle de l'Idel-Oural et du Turkestan. Après avoir renseigné le lecteur sur la situation générale de ces pays et sur leur histoire, l'auteur passe succinctement en revue les étapes du mouvement national-émancipateur des peuples de l'Idel-Oural et du Turkestan et il dit :

« Aspirant au début, à la seule autonomie culturelle nationale dans le cadre de la Russie, le mouvement national de l'Idel-Oural a levé, à partir de 1926, l'étendard de la lutte pour la séparation complète d'avec la Russie pour former un Etat indépendant, en étroit contact avec le Turkestan.

Pour ce qui est du Turkestan, le correspondant écrit ce qui suit :

« Le Turkestan est la dernière victime de l'occupation bolcheviste. Au point de vue économique il est le fournisseur des matières premières pour l'industrie russe. En dépit de son aspect extérieur, le bolchevisme au Turkestan n'a pas de bases sérieuses. Dans le domaine de la politique culturelle, les bolcheviks, tout comme au Caucase pratiquent une politique de division, de morcellement.

La population cependant, manifeste une sérieuse opposition à cette politique.

L'auteur accorde également une grande attention à la lutte armée qui se déroule au Turkestan contre les soviets ; il s'arrête longuement sur le mouvement de feu Enver pacha.

Faisant suite à cette série d'articles du *Volkische Beobachter* de Munich, le grand journal berlinois, *Berliner Tageblatt* publie, en première page, un intéressant article sur l'Azerbaïdjan. On y trouve une description de la lutte entre Moscou et le monde musulman, lutte pour le naphte. « Parmi les pays musulmans de l'Union soviétique, écrit l'auteur de l'article, l'Azerbaïdjan (l'une des quatre républiques du Caucase) occupe une place toute particulière. Cela s'explique du fait que la capitale de cette république, Bakou, avec ses sources de pétrole, a acquis une réputation mondiale, ce qui a contribué au développement industriel du pays et, par cela même, à l'apparition d'une classe d'hommes à la conscience nationale fortement développée ».

L'auteur décrit ensuite, en détail, les étapes du mouvement national-émancipateur en Azerbaïdjan ; il parle des événements de 1918. Lorsque les bolcheviks, voulant étouffer le mouvement national azerbaïdjanien à Bakou se livrèrent à des pogroms contre les Musulmans, massacrant 10.000 d'entre eux, hommes, femmes, enfants, vieillards.

Après avoir parlé de la formation de la république et de ses succès de début, l'auteur passe à l'occupation bolcheviste. Il rappelle l'insurrection de Gandja qui causa la mort de 12.000 Azerbaïdjanien ; il souligne que le nombre des insurrections aussi bien que celui des victimes, au cours de cette lutte atroce ne se prêtent à aucune évaluation.

L'auteur signale encore qu'une lutte méthodique sous la direction du parti

aujourd'hui illégal « Moussavat » se poursuit pour l'émancipation de l'Azerbaïdjan ; il rappelle que ce parti a joué un rôle décisif dans la création de la république indépendante d'Azerbaïdjan et prétend que la propagande communiste dans ce pays ne fait point de progrès. Jusqu'à ce jour, la Russie rouge n'a pas réussi à créer en Azerbaïdjan un cadre, si petit soit-il, d'hommes dévoués et fidèles à Moscou.

En quelques phrases quelque peu mordantes, l'auteur caractérise la politique économique et culturelle des Soviets en Azerbaïdjan et s'appuyant sur des faits et des chiffres prouve le degré d'asservissement de l'Azerbaïdjan par rapport à Moscou ; il insiste également sur la politique de morcellement de l'unité nationale azerbaïdjanienne dans le domaine culturel.

L'auteur termine son article en faisant ressortir la communauté d'intérêt qui existe entre peuples du Caucase, la ressemblance de leur sort et des méthodes de lutte politique.

Il souligne également que le chef du mouvement national, l'ancien président de l'Assemblée nationale d'Azerbaïdjan, M. E. Rasoul Zadé, d'accord avec les représentants autorisés des autres peuples du Caucase a signé le pacte de confédération caucasienne et que tous les peuples du Caucase sont aujourd'hui unis dans la lutte qui doit faire triompher les principes de ce pacte.

Il convient encore de souligner le dernier article paru dans le *Volkische Beobachter* du 15 novembre, sous le titre « L'Azerbaïdjan sous le pouvoir des Soviets et la lutte pour le naphte et le coton ».

Dans le préambule de cet article, il est fait mention de l'amitié soviéto-turque que l'auteur estime provisoire,

de Lénine, ont besoin de paix et d'allié sûr aux frontières méridionales du Caucase. En réalité cependant, toute la politique soviétique est dirigée contre le turkisme, ainsi qu'on peut en juger par les mesures prises contre la culture turque au Caucase.

L'Azerbaïdjan est exploité économiquement ; il est soumis à un pillage méthodique de ses richesses. Le naphthe, principale de ces richesses est exporté en Russie sans compensation aucune, si bien que les communistes locaux eux-mêmes élèvent des protestations. Au point de vue de l'agriculture, l'Azerbaïdjan est transformé en colonie des Soviets ; il est tenu de semer du coton et d'aller chercher son blé en Russie.

Mais en dépit de cet asservissement économique, l'esprit national azerbaïdjanien ne se laisse pas étouffer.

L'auteur montre ensuite au lecteur allemand le rôle et l'importance des intellectuels azerbaïdjanien dans le mouvement national des musulmans de Russie. Le temps de la Douma, l'activité politique de feu Ali Mardan bek Toptchibachi sont évoqués, de même que son rôle dirigeant au sein du groupe musulman de la Douma d'Empire et dans les Congrès pan-musulmans. La participation du défunt dans le fameux cercle des autonomistes près la première Douma d'Empire où prenaient part également les représentants de la Pologne et de l'Ukraine n'a pas non plus été oubliée.

Parlant de l'idéologie politique et nationale de l'Azerbaïdjan, l'auteur souligne tout particulièrement le rôle et la signification du parti national-révolutionnaire « Moussavat » dont le

représentant groupe autour de lui les véritables patriotes d'Azerbaïdjan et qui, actuellement, dirige le mouvement azerbaïdjanien.

Dans ce même article se trouve décrite en phrases lumineuses la lutte inégale, mais héroïque du peuple azerbaïdjanien, en complet accord avec ses voisins séculaires, contre l'occupation détestée russo-bolcheviste.

Mais il n'y a pas que la grande presse quotidienne allemande qui consacre des articles à nos problèmes. Ces derniers temps, de nombreux journaux et revues ont publié également des articles sur ce sujet. Citons parmi ces articles celui, très bien documenté, de l'ami de notre mouvement, le professeur turkologue, Dr. G. Yäschkes, paru dans le numéro d'octobre de la sérieuse revue mensuelle *Ost Europa*, sous le titre « La Transcaucasie comme exemple de l'occupation soviétique ».

Cet article, consacré à l'histoire de l'occupation de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Arménie par les Soviets se termine ainsi :

« Il n'est pas douteux que l'U.R.S.S. en matière de politique coloniale est l'héritière du tsarisme. A Moscou vivent encore les idéologues de la révolution mondiale. Le but essentiel de ces espoirs se traduit indubitablement par un renforcement de l'Union soviétique, base fondamentale et appui de ces idéaux. La politique de russification des Soviets qui se pratique sous une autre forme, sous forme de « politique nationale léniniste » étant contradictoire en elle-même finit inévitablement par la « déviation nationale » des communistes appartenant aux nationalités exploitées par les Soviets.

H. MUNCHI

# L'armée ukrainienne

(Suite\*)

*Nouvelle guerre avec la Moscovie. — Les forces de l'armée ukrainienne. — Les forces de l'armée rouge. — Les opérations en Ukraine de la Rive Gauche. — La retraite de l'Armée Ukrainienne sur la Rive droite du Dnieper. — La contre-offensive de l'Armée Ukrainienne.*

La Moscovie rouge restait très attentive pendant les événements en Ukraine attendant le moment propice pour la soumettre définitivement. L'insurrection contre le pouvoir hetmanal en Ukraine avait sensiblement affaibli l'organisation de l'Etat Ukrainien au point de vue administration et ravitaillement et du fait même que les efforts du nouveau Gouvernement Ukrainien étaient dirigés vers le rétablissement de l'ordre à l'intérieur, on prêtait moins attention à ce qui se passait à la frontière du Nord.

Les armées austro-allemandes qui présentaient un obstacle sérieux pour les rouges continuaient leur évacuation. La ligne du front nord ainsi que les points stratégiques qu'occupaient les unités austro-allemandes, devaient être occupés par l'armée ukrainienne, peu nombreuse et pas encore préparée.

La Moscovie trouva que le moment était venu pour s'emparer de l'Ukraine et, au début de janvier 1919, la 8me armée soviétique, comprenant près de 75.000 baïonnettes et concentrée aux frontières Nord de l'Ukraine commença l'offensive. Son but était en premier lieu d'occuper l'Ukraine de la Rive Gauche avec les régions industrielles et des richesses naturelles (la houille et le minerai), et de cette façon, de couper les communications entre l'Ukraine et le Don.

Simultanément un autre groupe de l'armée rouge comprenant près de 10.000 baïonnettes et concentré dans la région de Mozyr commença l'offensive dans la direction de Korostègne-Zytomir. Ce groupe avait pour but de se glisser entre l'armée ukrainienne de Galicie et la principale armée ukrainienne et de passer ainsi en arrière de cette dernière.

Un autre détachement de l'armée rouge comprenant près de 1.000 hommes, placé dans la région de Loutchynetz avait pour instruction d'avancer dans la direction de Sarny.

En tout, l'armée rouge comptait sur la frontière Nord de l'Ukraine près de 86.000 hommes.

Le commandement ukrainien dont le chef était Simon Petlura pouvait opposer aux rouges les unités suivantes : le Corps des Zaporogues, le Corps des Sitchovi Striltzi, la Division de Sirojoupnikis, le corps de Tchernomor, les garnisons locales et quelques autres unités, peu nombreuses — en tout pas plus de 40 à 50.000 hommes. Il est vrai qu'il y avait encore en réserve, deux Ecoles Militaires comprenant 400 baïonnettes. On pouvait compter encore sur l'aide de milliers d'insurgés.

La disposition des forces ukrainiennes sur le front nord était la suivante:

*Front de la Rive gauche* : Commandant : le colonel Balbatchan. Forces : les corps des Zaporogues et de Sitchovi Striltzi, la division des Sirojoupnikis.

Cf. Prométhée numéros 101-109.

kis, et quelques petites unités formant un ensemble de 30.000 baïonnettes, 50 ou 55 pièces d'artillerie et 2.000 sabres. But : défendre la frontière nord de l'Ukraine de Starobilsk — par Kharkiv-Konotop — jusqu'au Dnieper sur la ligne de Tchernyhiv (en tout 600 kilomètres).

*Front de la Rive droite* : Ce front se composait de deux tronçons :

1. Du tronçon Nord qui partait du point où Pripiat se jette dans le Dniepre jusqu'à Loutchinetz, et ensuite par Kovel-Volodymir-en-Volynie jusqu'à Sokal, point de jonction avec l'armée ukrainienne de Galicie. Le but de ce front consistait à ne pas laisser l'armée rouge pénétrer au Sud de la ligne du Pripiat, de tenir les forces polonaises sur la ligne de Kovel-Sokal et de cette façon, de garder l'aile droite de l'armée ukrainienne de Galicie. Ce front comptait en tout près de 20.000 hommes.

2. Du Front du Dniester. Ce front touchait aux frontières de la Pologne et de la Roumanie. A ce front était affectée l'armée ukrainienne de Galicie qui comprenait près de 20.000 baïonnettes. Le général Omelianovitch-Pavlenko était son commandant en chef lequel dépendait du gouvernement de Galicie. Cette armée opérait indépendamment de l'armée de la République Démocratique Ukrainienne, mais elle avait une liaison opérative. Le but de cette armée consistait à libérer le territoire de la Galicie des armées polonaises jusqu'à la rivière Sian.

A la frontière roumaine, sur la ligne du Dniester jusqu'à Tiraspol, il n'y avait qu'un petit nombre de gardes frontière comprenant en tout près de 2.000 hommes.

*Front du Sud*. Commandant : le général Grekiv. Ce front commençait à Tiraspol et passait à l'Est par la sta-

tion de Rozdicna. Le but de ce front était pour ainsi dire observateur : il avait à garder les frontières avec la Roumanie, à observer les opérations des unités alliées, celles surtout de l'armée des russes blancs (Dobrarmia) qui se formait avec l'aide des Alliés à Odessa. Sur ce front, il n'y avait que des rares patrouilles d'un détachement d'infanterie et d'un régiment de cavalerie. Le commandant de ce front, le général Grekiv avait reçu pour instructions du Gouvernement ukrainien d'entamer des pourparlers et d'aboutir à l'établissement d'un contact d'opérations avec le commandement allié, mais malheureusement, ses efforts restèrent infructueux.

Enfin, il existait encore un front, si l'on peut ainsi l'appeler — c'était le front intérieur. Il s'agissait de lutter contre les bandes communistes, auxquelles les autorités ukrainiennes opposaient des forces de police et les garnisons locales, aidées par la population.

En somme, pour la défense des frontières nord, le commandement ukrainien ne disposait que de 60 à 65.000 hommes.

Au mois de janvier 1919 l'armée rouge se rua sur l'Ukraine sur trois points à la fois : Kharkiv, sur Bakhmatch-Konotop et sur l'Ovrouitch-Korostène-Zytomir.

Sur le front de la Rive gauche, nos opérations ne furent pas heureuses au début. La suprématie des forces ennemies était évidente, et nos troupes durent reculer en se défendant farouchement. L'armée rouge ayant de grosses réserves pouvait profiter de toutes les possibilités pour une manoeuvre plus large et notamment, pour encercler les ailes de nos forces, qui devaient simultanément se battre sur le front et lutter contre les bandes des

communistes qui opéraient à l'arrière de notre territoire. Ces bandes détruisaient les chemins de fer, les ponts, les lignes de communication, entravant par conséquent les moyens de commandement tout en désorganisant l'arrière de l'armée ukrainienne. La lutte contre les rouges fut très dure. Alors que les armées ukrainiennes prenaient en considération les lois humanitaires de la guerre, les rouges les ignoraient totalement : les blessés faits prisonniers étaient fusillés sur place, non sans leur avoir fait subir d'atroces tortures. Chaque combattant ukrainien préférait mettre fin à ses jours que tomber entre les mains des rouges.

A la fin du mois de janvier 1919, l'armée rouge se trouva sur la ligne du Dniepre ayant pris la ville de Katerinoslav ; au début de février 1919 l'armée ukrainienne fut contrainte, après une lutte acharnée d'évacuer la ville de Kiev, capitale de l'Ukraine. Ayant passé le Dniepre à Kiev et à Katerinoslav, les rouges continuaient leur offensive vers l'ouest, repoussant les armées ukrainiennes sur la ligne Korostène - Berdutchév - Kaziatyn - Zvitkovo refoulant en même temps, l'aile droite ukrainienne du côté d'Odessà.

Au début du mois de mars, l'armée ukrainienne dut se replier de nouveau, malgré une résistance énergique ; elle s'arrêta sur la ligne de Sarny-Rivne-Proskouriv-Mohyliv-sur-Dnester.

Le groupe ennemi du Nord, concentré dans la région de Mozyr se montra très actif et fit reculer les unités ukrainiennes de Korostène, puis, ayant pris Zytomir, il s'avança jusqu'au Rivne. Dans la direction de Loutchynetz, les rouges réussirent à occuper Sarny. Bien que les forces ukrainiennes fussent inférieures en nombre aux forces ennemies, leur moral était très

élevé, et le commandement supérieur et surtout subalterne acquit l'expérience de combattre, celle de manoeuvrer, en un mot, la nouvelle manière de faire la guerre, inconnue au cours de la grande guerre. La diminution du front fut utilisée par le commandement ukrainien qui mit en réserve plusieurs unités et créa deux groupes de réserve dans la région de Proskouriv et de Rivne. L'Etat-Major-Général prépara une contre-manoeuvre qui consistait à arrêter l'offensive bolcheviste par une contre-avance rapide dans la région de Proskouriv afin de culbuter le groupe assez nombreux des rouges qui opérait dans la région de Berdytchiv-Kaziatyn Vinnitza, et d'autre part d'avancer de Rivne dans la direction de Sarny-Korostène. En même temps, le corps des Zaporogues qui opérait dans la région d'Ouman et qui constituait l'aile droite des armées ukrainiennes devait enfoncer le groupe des rouges venant de Katerynoslav.

Vers le milieu du mois de mars 1919, les Armées Ukrainiennes se portent en avant et après plusieurs attaques vigoureuses repoussent les rouges. En particulier des batailles acharnées eurent lieu autour de Berdytchiv qui maintes fois passa d'une main à l'autre. Une tâche héroïque au cours des événements incombait au corps des Sitchovis Striltzis qui perdit près de 1.200 tués et blessés dont 250 officiers. Dans le nord, la contre-attaque ukrainienne eut du succès et les rouges furent repoussés vers Pripiat, laissant deux régiments entre nos mains. Cette manoeuvre obligea les rouges à battre en retraite, poursuivis par nos troupes qui avançaient vers Kiev, distant tout au plus de 25 kilomètres de nos lignes.

Le corps des Zaporogues avança également d'Ouman dans la direction nord-est vers Tarachtcha menaçant

l'arrière du groupe rouge de Berdytchiv.

En l'espace de quinze jours, les armées ukrainiennes avancèrent de 200 kilomètres livrant constamment des combats dans la direction de Kiev. Mais les réserves étant épuisées, les forces utilisées — l'avance dût s'arrêter ; par contre, les rouges ayant à leur disposition des réserves inépuisables de troupes, de munition et d'armes, transportèrent sans répit les unités nouvelles sur le front de Kiev. Ayant complété leurs unités du front et avec l'appui des troupes nouvelles venues de l'intérieur, les rouges ripostèrent par une contre-attaque à la fin de mars 1919.

L'armée ukrainienne épuisée par l'effort fourni, n'ayant ni réserves, ni munitions, se voyait dans l'impossibilité de tenir le front. Elle dut reculer vers l'ouest et grouper ses forces sur la ligne de Rivne Chepetivna-Kremia-

netz. L'avance de l'armée ukrainienne, si brillamment exécutée n'eut pas de suite du fait de l'absence de réserves, de munitions, d'armes, de tout ce que l'Europe aurait pu fournir si elle avait compris le rôle et l'importance de la lutte de l'Ukraine contre la Moscovie Rouge.

L'aile droite de l'armée ukrainienne (le corps des Zaporogues ainsi que d'autres unités), se trouva dans une situation très difficile. Occupant la région de Khrystinovka, ce groupe ne pouvait avancer à cause du manque de réserves. Du fait de la prise de Zmerinka par les rouges, ce groupe se trouva coupé du reste de l'armée ukrainienne, sa situation devint encore plus compliquée à la suite des événements qui eurent lieu dans la région d'Odessa et qui l'obligèrent à passer sur le territoire roumain.

Général A. UDOVICZENKO

(à suivre)

## Le calvaire de la Géorgie

(Suite \*)

Ceci se passe dans les premiers jours du mois d'août 1924...

La Géorgie conspirait et se préparait au soulèvement armé ; la ligue des partis, comme une seule voix, avait approuvé ce mouvement patriotique. Moi-même, ne voyant d'autre salut pour ma patrie périssant sous le joug du pouvoir satanique, j'en étais l'un des partisans les plus acharnés.

Les bolchéviks flairaient la prochaine insurrection géorgienne, ils sen-

taient la menace du peuple dans toutes les classes et serraient davantage l'étau dans lequel toute une race gémissait. Les arrestations se faisaient en masse, les tchékistes cherchaient les traces du réseau conspiratif.

J'habitais illégalement dans une famille très honorable.

Un jour, la maîtresse de maison, toute émotionnée, vint me trouver.

« Ils viennent d'arrêter le personnel géorgien du commissariat de la guerre, qu'ils suspectent d'être l'un des auteurs de la conspiration. Mlle Ma-

\*) Prométhée N° 109.



ry Iocélani, la fille de nos voisins est parmi les prisonniers, je vais prévenir la famille ».

Ne pouvant sortir sans péril, j'attendais anxieusement le retour de cette dame. Voici ce que j'appris :

Les parents de cette jeune fille, inquiets de son retard inaccoutumé, étaient allés aux nouvelles ; ils apprirent qu'elle avait été faite prisonnière.

La mère de Mlle Mary, affolée, s'était rendue chez son propre frère, le bourreau du peuple géorgien, Eliava, président du commissariat soviétique, avec l'aide duquel elle était parvenue à délivrer son enfant. Cette jeune fille est devenue malade psychiquement. Le bourreau Morose, ne sachant pas qu'elle était la nièce du président des Soviets, l'avait soumise aux tortures. Celle-ci, en se débattant, l'avait souffleté, et Morose, furieux, avait ordonné de la livrer à ses quinze assistants tchékistes. Heureusement, l'arrivée de la mère put la sauver à temps.

Voici un autre fait du même genre.

Le 13 janvier 1924, le colonel Tchakava, l'un des meilleurs officiers de l'armée géorgienne, était arrêté. Il fut conduit et enchaîné dans une cellule de la Tchéka. Les tchékistes ne pouvant obtenir de lui, par les moyens habituels, les renseignements qu'ils désiraient connaître, avaient arrêté la jeune femme du prisonnier, une malade tuberculeuse, pensant ainsi influencer la sensibilité du mari. Mais le malheureux a préféré mourir plutôt que de trahir.

Il est mort en héros comme des milliers d'officiers et intellectuels tués dans les terribles nuits de septembre 1924.

#### *Corps spécial d'armée de répression*

J'ai dit plus haut dans quel but était créé ce corps d'armée, et montré les

procédés employés pour terroriser la population. Aucun gouvernement tyranique n'a agi avec une telle férocité envers ses adversaires que celui des Soviets, lorsqu'en février 1923, une des provinces de la Géorgie, Gouria, fut livrée à ces bandes sous le commandement d'Oboladzè, ancien ouvrier imprimeur, ni lorsque les montagnards de Kesvourie et Pchavétie essayèrent la répression du même Oboladzè et de Kalakadzè.

Il n'est pas suffisant de dire qu'ils massacraient ou déportaient la population, car la méthode bolchéviste de martyriser dépasse en cruauté tous ces procédés tyranniques.

#### *Instruction*

Au printemps de 1923, me déroband aux poursuites dont j'étais l'objet, je trouvai asile dans un jardin d'enfants, chez une institutrice.

Le temps était superbe et les enfants s'intruïsaient en plein air.

Je fus tout d'abord frappé du nombre des images pornographiques représentant la sainte Vierge et d'autres saints. L'ignominie des bolchéviks s'implantait même là chez les tout petits.

C'était l'heure du déjeuner, les petits, agenouillés, priaient Dieu de leur donner du pain et du thé. Ils priaient longuement les pauvres petits, mais ils ne voyaient pas la porte s'ouvrir et Dieu apparaître avec leur déjeuner. L'institutrice, alors, les relevant, leur expliquait que Dieu avait été imaginé par les riches, que, s'il existait, il aurait entendu leur prière.

— Maintenant, mes enfants, faites la même prière à Noé Jordania.

Les enfants, dociles, s'agenouillaient encore et imploraient le président de

l'ancienne Géorgie libre de leur donner de quoi manger. Leur prière n'était pas entendue et l'institutrice de leur expliquer : « Jordania est le laquais des bourgeois, il est l'ennemi du peuple et des enfants ».

— Priez encore le grand Lénine, ami des humiliés et des pauvres.

Les enfants, exténués, s'agenouillaient, leur prière n'était plus qu'un faible murmure et à ce moment la porte s'ouvrait et le déjeuner était servi comme par enchantement.

Cette propagande anti-religieuse est abominable par sa grossièreté même.

Ne tenant aucun compte de la pureté et de l'innocence des petits, ils détruisent en eux le sentiment de la pudeur, du devoir, font de ces enfants un contingent de futurs criminels et de prostituées.

Dans chaque jardin d'enfants, une institutrice communiste est chargée de questionner adroitement les enfants sur ce que leurs parents disent chez eux. L'enfant raconte sincèrement ce qu'il entend et lorsqu'en rentrant il ne trouve plus son père, il ne se doute pas qu'il a été inconsciemment traître et parricide. Dans toutes les écoles bolchévistes, comme dans tous les meetings, l'énergie de l'autorité satanique est tendue vers la destruction de la morale, du sentiment de la pudeur, du devoir, du patriotisme, en un mot de tous les sentiments qui élèvent l'homme et l'approchent de Dieu. Ces sentiments-là, l'autorité soviétique les déclare superstition de la bourgeoisie et invention des prêtres. Les crimes abominables des bolchéviks ne consistent pas seulement en ce qu'ils ont conduit le pays à la débâcle économique, la population au cannibalisme, fusillé des milliers d'innocents, mais en ce que, en martyrisant l'homme, ils lui ont fait perdre son individualisme ; ils ont

crucifié la vérité, la beauté, la justice, Dieu lui-même, enfin, tout ce qui fait l'homme supérieur à la bête, ils l'ont injurié et bafoué.

La doctrine de la morale communiste, leur système d'instruction ont donné des résultats fatals ; l'étendue du libertinage, le terrible progrès des maladies vénériennes dans les écoles, enregistré par la presse communiste elle-même, atteint un pourcentage énorme.

Dans les écoles, les cours se donnent irrégulièrement, les études classiques et pratiques sont délaissées pour réserver la première place à l'histoire du parti communiste, aux discours des chefs du parti, à la biographie de Lénine et d'autres apôtres du communisme.

Les instituteurs, sous menace d'arrestation, se soumettent au despotisme du comité des élèves dit « Comsol » sous la pression duquel sont décernés les diplômes.

Le droit administratif conféré à ce « Comsol » lui permet de congédier les éléments indésirables du personnel enseignant.

Dans les institutions du degré supérieur, ne sont admis que les jeunes gens faisant partie du « Comsol » de futurs malfaiteurs, élèves de Lénine. Les autres, la jeunesse sans parti, ceux qui travaillent vraiment pour l'acquisition des connaissances, faute de protection communiste, n'ont pas la possibilité de faire leurs études supérieures.

L'acquisition de la science est devenue le monopole d'une seule classe, celle des renégats, des traîtres assassins du peuple géorgien.

#### *Mouvements insurrectionnels*

Les bolchéviks savent bien qu'ils se

maintiennent en Géorgie grâce aux baïonnettes de leur armée rouge, que leur autorité ne peut s'exercer qu'avec l'aide de la terreur soutenue par la force brutale des paysans russes.

Mais, malgré les pertes cruelles, que la Géorgie a éprouvées dans la lutte contre l'envahisseur, elle ne perd par la foi dans le triomphe de la justice et nulle répression ne pourra anéantir la force de son élan.

Telle était la situation, lorsque le 28 août 1924, la Géorgie violente, seule, abandonnée par le monde entier, se soulève contre ses oppresseurs.

Il est vrai que ce soulèvement fut étouffé par l'armée moscovite, il est vrai que la Géorgie l'a payé de ses 10.000 enfants fusillés, mais le monde entier a appris la colère sacrée du peuple géorgien, il a assisté à la lutte inégale de la petite Géorgie contre toute la Russie soviétique.

Le soulèvement du 28 août s'inscrira dans les annales du peuple comme l'un des actes les plus sublimes de son histoire.

Ayant été l'un des participants les plus actifs du soulèvement du district de Kakhétie, je m'arrêterai un instant sur les causes qui ont déterminé le peuple géorgien à se mesurer avec un ennemi perfide et cent fois plus fort.

Tout d'abord, le peuple géorgien ne pouvait se résigner à la perte de sa souveraineté et de son indépendance, il ne pouvait se plier devant le despotisme du régime soviétique ; son patriotisme éclairé ne supportait pas le cynisme de l'internationalisme imposé par les autorités du Kremlin.

Les exécutions, la violence dévastant nos provinces, la fermeture des églises et l'appropriation de leurs richesses, le persiflage et en général une pression politique terrible, le danger menaçant l'existence même de la na-

tion, voilà les causes qui ont déterminé le soulèvement de la Géorgie.

Si l'on prend en considération le niveau de culture du peuple géorgien qui, en raison du contact historique avec la culture byzantine, est beaucoup plus développé que celui du peuple russe, dont la cruauté et les instincts bestiaux se sont montrés clairement dans l'anarchie bolchéviste, l'on comprendra mieux pourquoi la masse du peuple géorgien exérait les soviets. Dans les moments les plus durs de notre existence nationale, lorsque la Géorgie était menacée dans son existence physique par la marche triomphale de l'armée d'Enver Pacha à l'ouest, et au nord par les bandes bolchévistes de Lénine, les mercenaires de ce dernier ne trouvèrent pas d'adeptes parmi nos paysans. Chez le soldat géorgien, le service militaire est un devoir envers la patrie. Il ne perd pas sa personnalité et le service de l'armée ne le transforme pas en une machine obéissante. Il est né guerrier.

Alors qu'en 1917, la Russie, obéissant au mot d'ordre de Lénine, est arrivée au krach économique, lorsque les paysans russes ne ménageant ni la vie des propriétaires, ni leurs bestiaux de race, massacrant et détruisant tout sur leur passage, tombèrent jusqu'au cannibalisme, le paysan géorgien, dans ces jours pénibles, se montra le défenseur dévoué de l'ordre et de la Loi.

J'ai passé toute l'année 1917 à la campagne et j'ai été le témoin de la manière dont s'accomplissaient les grandes réformes agraires en Géorgie. Jamais, la devise de Lénine « pille à ton tour le fruit d'autres pillages » n'a eu de succès dans la masse des paysans géorgiens, au contraire, lorsque le président de la République géorgienne, s'adressant à la nation, lui demanda d'oublier ses dissensions po-

litiques, de constituer un front unique pour le salut de la patrie et d'attendre que la constituante élaborât de nouvelles réformes, toutes les classes de la nation l'ont admirablement soutenu. La nature du peuple géorgien, sa conception du droit et du devoir civique, son niveau intellectuel, enfin tout ce que la civilisation peut donner de sain à l'homme, l'a rendu rebelle à l'adoption des méthodes barbares des apôtres du communisme.

Avant le soulèvement général d'août 1924, des insurrections partielles dans les différentes provinces de la Géorgie se manifestaient déjà. Cette rébellion caractérise nettement l'état d'âme du peuple ne supportant pas la domination étrangère, et qui tôt ou tard devait aboutir à un soulèvement général contre l'opresseur.

C'était d'abord la révolte de la province de Douchétie sous la conduite du vaillant colonel Tcholakachvili.

L'attention des puissances européennes était alors dirigée vers la Turquie où l'armée de Kemal Pacha, balayant l'armée grecque, se dirigeait triomphante vers Constantinople, occupé par les troupes de l'Entente.

La ligue des partis intima au colonel Tcholakachvili l'ordre de liquider le soulèvement, les conditions politiques étant défavorables au succès de l'entreprise.

Guidé par ses sentiments patriotiques, le colonel Tcholakachvili exhorta les paysans soulevés à rentrer chez eux et à attendre un moment plus propice. Le colonel dut regretter sa soumission, car les répressions qui suivirent ce soulèvement de Douchétie ont causé plus de victimes que si la lutte eût été engagée ouvertement.

Dans chaque village, les révoltés, et parmi eux des innocents, furent enfermés dans des étables que les bolché-

viks incendiaient. Les femmes, les enfants, les proches parents de ces malheureux qui essayaient de sauver ces otages, tombaient frappés à leur tour.

Les cruautés des commissaires Oboladzè et Talakvadzè dirigeant ces sinistres opérations dépassent en excès celles de Carrier, noyant dans la Loire les paysans révoltés pendant la grande révolution française.

Après la répression de Douchétie, suivit celle de la province de Gouria. Il faut dire que cette province est considérée comme la plus avancée, on n'y compte que 5 à 10 p. c. d'illettrés.

C'était au début de 1923. Les Gouriens ayant eu devant eux l'exemple de Douchétie ne pouvaient naturellement s'exposer à commettre un acte qui aurait eu pour eux des conséquences funestes.

Ils se bornèrent à manifester contre les dirigeants de Moscou par une démonstration pacifique. Cette démonstration ne fut pas du goût des dirigeants de Moscou et, soi-disant pour rétablir l'ordre, qui d'ailleurs n'avait aucunement été troublé, ils dépêchèrent sur Gouria tout un régiment rouge sous le commandement des dits Oboladzè et Talakvadzè.

Plus de mille paysans tombèrent sous les balles de ces sauvages ; ils n'épargnèrent pas même un malade du typhus, Alexis Gogouadzè, personnage très estimé de la population.

Comme il arrive souvent, l'injustice criarde et les procédés barbares de répression semant la terreur dans la masse, provoquent au contraire chez les individus sensibles et doués d'un caractère ferme et noble, une réaction, et, révoltés contre l'injustice, ils opposent aux oppresseurs une résistance farouche pour venger le droit et la justice bafoués.

Gouria trouva le vengeur de ses en-

fants morts, dans la personne de Gogui Glonti, tuant le commandant des troupes de répression.

Il était indispensable de créer un organe de concentration de toutes ces forces et la ligue des partis, constituée de personnalités les plus influentes des divers partis politiques de la Géorgie, fut toute désignée pour élaborer un plan d'action et tenir entre ses mains la destinée de tout un peuple.

Ces derniers, comme leur procès l'a montré, étaient à la hauteur de la situation ; connaissant bien la nature des bolchéviks et leurs procédés barbares de répression, ils ont su tenir secrète la conspiration, de sorte que le soulèvement de la nation entière s'abattit, telle la foudre, sur la tête des dirigeants. Ceux-ci, déroutés, envoyaient déjà leur famille en lieu sûr.

Les insurgés, bravant la mort, se jetaient sur les citadelles ennemies et partout, dans les provinces, le pouvoir passait en leurs mains.

L'élan patriotique, l'enthousiasme, la conscience de la justice, la cause pour laquelle ils combattaient, redoublaient leur courage. Mais, hélas ! écrasés par le nombre, les insurgés durent battre en retraite.

### *Le soulèvement*

Le plan du soulèvement avait été le suivant :

L'assaut de la ville de Tiflis où se trouvaient concentrées toutes les forces de l'armée rouge était chose difficile à entreprendre. Mais les Géorgiens, comptant sur leur bravoure, sur leur force de résistance déchaînée par la volonté âpre de vaincre, entreprirent ce coup d'audace.

Les insurgés marchèrent sur Tiflis de trois directions différentes.

Du côté de Kodjori, ils avançaient

commandés par le colonel Tcholakachvili.

Occupant le poste opposé, je devais rejoindre ce détachement pour nous diriger ensuite vers Tiflis. Quant à la troisième direction, celle de Douchète, les partisans étaient conduits par le paysan Lachkarachvili.

La plus difficile opération m'incombait ; je devais enlever le polygone de Vasiani situé à 25 verstes de Tiflis, où stationnait l'armée rouge nantie de 98 canons.

Un tel plan était, par lui-même, erroné et inadmissible. Les promoteurs de ce mouvement n'avaient pas escompté toute la grande signification morale et politique de Tiflis. Celui qui tient Tiflis, tient toute la Géorgie. C'est pourquoi, le premier coup d'ensemble aurait dû être porté sur Tiflis même, citadelle la plus redoutable des forces communistes.

Tiflis étant pris, les armées rouges privées de la direction du centre, parsemées dans toute la Géorgie, entourées de haine populaire, devaient capituler devant les vainqueurs.

Tandis qu'en suivant notre plan d'attaque, nos forces éparpillées dans tout le pays, ne purent se concentrer à temps. C'était notre destinée. Nous fûmes défaits dans une lutte trop inégale.

La seconde cause de notre défaite fut la sortie prématurée des partisans de Tchiaturi en Imérétié, vingt-quatre heures avant l'heure fixée.

Ce soulèvement est caractérisé par le fait que ce sont les ouvriers et les paysans qui constituaient l'armée des partisans. Le fait d'armes de ces ouvriers allant avec leurs pelles et bêches contre les tchékistes armés jusqu'aux dents, leur action prompte et enfin la mort de plusieurs de leurs chefs, attendent la plume de l'historien.

Les insurgés ont capturé des milliers de soldats bolchévistes. L'un des participants au soulèvement, le capitaine d'artillerie Mamaladzè, profitant actuellement de l'hospitalité belge, pourrait non seulement témoigner de la lâcheté des communistes demandant grâce à genoux, mais encore de l'audace de ces mêmes ouvriers et paysans géorgiens qui, sous la grêle des balles ennemies, se ruaient à l'assaut du fort de Sinaini.

La sortie prématurée de Tchiatouri permit aux autorités soviétiques de prendre à temps des mesures énergiques pour étouffer l'insurrection.

L'état de siège avait été proclamé dans toute la Géorgie ; ainsi l'échafaudage sur lequel reposaient tous les espoirs croulait au gré des événements.

La mission principale qui m'était confiée et qui consistait dans l'enlèvement et le désarmement de l'artillerie rouge à Vasiani, je ne l'ai pas accomplie ; j'ai hésité devant la perspective d'une lutte qui aurait eu pour résultat le sublime et inutile sacrifice de mes hommes.

J'avais à ma disposition 300 paysans, braves et hardis, des éléments avec lesquels un autre peut-être aurait pu faire un miracle de bravoure et d'héroïsme et j'avoue que je n'ai pu justifier la confiance que la ligue des partis avait placée en moi, car elle avait le droit d'exiger de moi le miracle. Oui, ma patrie a eu maintes fois l'occasion d'éprouver mes nerfs, Bathoum, Sadaklo, Noia où, ensanglanté par les balles de l'ennemi, je gardais stoïquement mon rang, en sont les témoins, et lorsque je dis que la sortie prématurée de Tchitouri m'empêcha de remporter la victoire, ce n'est pas pour me disculper ; mais ne possédant pas l'intrépidité et la hardiesse d'un révolutionnaire, j'ai agi, pendant la

nuit fatale, comme un honnête soldat, comme un militaire.

Ce sourd grondement qui se manifestait dans la nation ne pouvait passer inaperçu aux regards attentifs des espions de la Tchéka ; ils sentaient le danger proche, mais l'ignorance du jour et de l'heure de l'éclatement de la colère populaire, ainsi que l'ignorance des forces dont elle disposait, les énervaient et les mettaient sur leurs gardes.

La sortie fatale de Tchiatouri a rendu le calme aux autorités et leur a permis d'agir en connaissance de fait. L'état de siège aussitôt proclamé, la ville est fortifiée, les tanks et les autos blindés font leur apparition dans les rues de la ville et une armée de 30.000 hommes reçoit l'ordre de la défendre. La batterie est mise en position de combat.

Mon quartier général se trouvait à Patardzèouli. Le commissaire de la campagne Vasiani vint me trouver et me demanda d'engager l'offensive douze heures avant l'heure fixée, vu que l'état de siège était déjà proclamé et que peut-être la soudaineté de notre attaque permettrait de dérouter l'ennemi.

J'acquiesçai à cette proposition et vers 7 heures du soir, douze campagnes avaient repris le pouvoir des autorités dont les représentants furent désarmés et arrêtés sans qu'il y ait eu un seul cas de violence physique ou de châtement arbitraire.

La première partie de notre programme se réalisait à merveille, il nous restait la partie la plus audacieuse : tenter la marche sur Tiflis. Il s'agissait d'enlever l'artillerie bolchéviste. Nous marchions vers le camp ennemi et notre approche était signalée par la lumière des projecteurs.

Arrivés à 10 kilomètres de la batte-

rie, nous essayâmes les feux de l'arrière-garde, défendant le camp d'artillerie. Nous engageâmes frénétiquement le combat. A ce moment, on m'annonçait le mouvement de trois régiments de cavalerie, dépêchés pour renforcer l'armée rouge.

La situation devenait intenable, nos munitions s'épuisaient. Je dus donner l'ordre à mes braves partisans de se replier et, profitant de la nuit, je les conduisis dans la forêt ; mais trop tard, Tcholakachvili, pour les mêmes motifs, après avoir enlevé Manglis, essayait une défaite devant Kodjori.

C'est ainsi que la sortie prématurée de Tchiatouri ne nous permit pas de surprendre l'ennemi et de lui porter un coup décisif.

La prise de Tiflis n'ayant pas réussi, dès lors les actions des partisans prennent un caractère de faits d'armes isolés, souvent brillants, mais quel que soit leur succès dans les provinces, Tiflis étant resté aux mains des bolchéviks, leur action est vouée définitivement à l'échec.

Le soulèvement de la nation entière a été étouffé par des répressions atroces ; la Géorgie se noyait dans son sang. On se vengeait d'un peuple qui avait tenté de secouer le joug d'un pouvoir exécrationnel et qui aspirait à reconquérir sa liberté.

Colonel de SOURAMY

(à suivre)

## Document historique intéressant<sup>1)</sup>

(Suite)

### CHAPITRE DES KHANS OUZBEKS

Dans le pays situé entre deux rivières l'Amou-Daria et le Syr-Daria régnait Tchagatay-Khan, fils de Gengis-Khan qui était le plus sage et le plus aimé par son père d'entre ses frères. En commençant par le pays situé entre les deux rivières sus-mentionnées, ses terres s'étendaient de Kachbar à Bed-Hachan, Belach, Boukhara et jusqu'aux villes situées au bord des rivières du Tibet. Il mit de l'ordre dans ces pays à l'aide du vezir Karadjar que son père lui avait destiné. Ce vezir est l'ancêtre de Timour-Lenk fils de l'E-

mir Sun-Turtchine, proche parent de l'oncle de Gengis-Khan. Après la mort du père de Gengis Khan, Tchagatay-Khan fit de la ville de Bey-Balyk sa capitale. Il aimait beaucoup son plus jeune frère Oktay Khan et lui faisait de fréquentes visites.

Après lui régnèrent 31 princes de sa race. Par la suite son pays prit le nom de Tchagatay.

Le premier Khan qui lui succéda fut Bisu-Menkay Khan ; le second fut Kara-Houlagou-Khan petit-fils de Menkay-Khan, fils de Tchagatay Khan.

Le troisième souverain fut Ergene-Beym-Khatun, fille de Tyrgurdje-Khan. Le quatrième Khan Nalkor-Khan, était fils de Baydar-Khan, fils de Tchagatay Khan ; le cinquième fut

\*) V. *Prométhée* Numéros 104-109.

Moubarek-Khan, fils de Kara-Oulagou Khan, fils de Tchagatay Khan ; le sixième fut Berak-Khan, fils de Bayson Khan ou Baysort-Khan, fils de Menouk-Khan lequel mourut en 669 (1271). Le septième fut Bek-ti-Khan, fils de Servan, fils de Tchagatay Khan. Le cinquième fut Moubarek-Khan, fils de Kara-Oulagou Khan, fils de Tchagatay Khan ; le sixième fut Berak-Khan, fils de Bayson Khan ou Baysort-Khan, fils de Menouk-Khan lequel mourut en 669 (1271). Le septième fut Bek-ti-Khan, fils de Saryan, fils de Tchagatay Khan ; le huitième fut Bouga-Timour-Khan ; le neuvième fut Devay Khan, fils de Berral-Khan. On dit que ce dernier était très sage et très prudent ; le dixième fut Gontchouk Khan ; vinrent ensuite Balkay Khan ; Bisuka Khan, fils de Davay Khan ; Kepek Khan ; Eltchy-Guirey, fils de Devay Khan ; Deva-Timour Khan ; Turme-Chit-Khan qui vainquit tous les voisins et mourut en 736 (1351) ; Tchelektchi Khan ; Besun-Timour-Khan, fils d'Eyughen-Khan ; Ah-Sultan descendant d'Oksay Khan ; Mehmed Khan, fils de Boulat-Khan, fils de Gouboudje Khan ; Gazan-Sultan-Khan ; Dachmend-Khan descendant de Sorgoudou Khan, fils de Deve Khan d'Oktay-Khan ; Beyan-Koli-Khan, fils de Timour Khan Oglan, fils de Bison Khan, fils de Timour Khan, fils d'Eyughen Khan, homme de très bon caractère et doux. Les dignitaires de son Etat étaient très indisciplinés et ne voulaient pas l'écouter ; Tougay Timour mit de l'ordre dans le pays et obligea tous les Beys à l'obéissance ; il mourut en 771 (1369) ; Liyasko-Khan, ayant rassemblé les hommes de la tribu de Djide vint dans le pays dénommé « entre les rivières », fit alliance avec Mir-Hussein et déclara la guerre à Timour-Lenk. Il était le 21ème

de Dourdge, fils de Letchik-Day, fils sultan juste. Habul-Chah-Oglan, fils de Deve-Khan ; Siur-Gatmysz-Oglan-Khan, fils de Danchment-Khan, auquel Timour Lenk Khan destina le Khanat et accorda l'indépendance ; Sultan-Mahmud-Khan, fils de Siur-Gatmych-Khan ; Toman-Kutluk-Oglan-Khan qui avec l'aide de Timour Lenk Khan monta sur le trône en 793 (1390).

Dans l'Etat de Tchagatay, la nomination des Khans de la dynastie de Gengis-Khan était un droit réservé à l'Etat, mais après Toman-Kutluk-Khan, ce droit ne fut plus observé et après la mort de Timour-Lenk les Khans ne furent plus choisis parmi les descendants de Gengis Khan, mais parmi les descendants de Timour-Lenk.

#### CHAPITRE SUR LA DYNASTIE DU TROISIEME PRINCE OKTAY-KHAN FILS DE GENGIS-KHAN

Le règne de la dynastie d'Oktay-Khan commence en 623 (1225). Ce prince choisit comme capitale la ville d'Oloug-Yourt, située non loin de la ville de Kara-Kroum et de Kara-Koum. Il était très brave, pieux et bon. Il envoya une puissante armée contre Djalaledyn-Sultan. Ses 19 fils régnèrent dans la ville d'Olouk-Yourt. En 633 (1235) (au lieu de 603 dans le manuscrit), il envoya au Khorassan, comme administrateur, un certain Argon afin d'y mettre de l'ordre. Ayant entendu dire qu'il avait ruiné Herat, ville principale du Khorassan, il envoya Heravi-Izedyne avec mission de reconstruire cette ville, qu'il nomma Djamebak. En 636 (1238) le pays organisé on commença à s'occuper d'agriculture.

Oktay Khan vécut encore trois ans,

il gouverna avec sagesse et justice ; il eut soin de ses sujets, était aimé de son peuple dont il partageait les soucis ; il mourut en 639 (1241).

Son fils aîné, Kiouk Khan lui succéda. Sa mère, Turakine-Khatoun, jouissait d'une grande popularité.

Kiouk-Khan ayant rassemblé les grands dignitaires et les commandants de l'armée convoqua un kouroultay qui de vive voix le choisit comme souverain en 643 (1245), (dans l'original 943 au lieu de 643). Il régna peu de temps et mourut en 644 (dans l'or. 944). On est sans nouvelles des enfants d'Oktay Khan et de Kiouk-Khan. Il est fort probable qu'ils moururent dans leur enfance et qu'aucun ne régna. Sur le Dechti-Kiptchak régnait Sayau Khan, fils de Djoutchi Khan ; après la mort de Kiouk-Khan, Touli-Khan voulut mettre sur le trône un membre de sa famille. C'est ainsi que le trône de Kiouk-Khan fut occupé par Mengui-Khan, fils de Touli-Khan. Depuis lors, plus aucun prince de la dynastie d'Oktay-Khan ne régna.

#### CHAPITRE SUR LA DYNASTIE DE TOULI-KHAN

Le quatrième prince, Touli-Khan, encore du vivant de son père Gengis Khan se distinguait par sa bravoure et son esprit. Il réorganisa l'armée de son père, lui fournit des munitions de guerre, reconstitua le trésor et prit en mains les principales affaires, tout en restant fidèle au Padichah. Après la mort de Gengis Khan il resta auprès de son frère, Oklag-Khan et occupa le même emploi. La partie qu'il obtint des Etats de son père Gengis Khan, c'est-à-dire le Khorossan, la Perse et d'autres pays, furent administrés à l'aide d'un vali ou gouverneur. Mais son règne fut de courte durée : 3 ans

après la mort de son père il mourut, laissant huit enfants. Quatre d'entre eux, étaient comme leur père connus par leur bravoure et leur héroïsme ; on ne possède aucun renseignement sur les quatre autres. Les plus connus de ses fils sont : Houlagou Khan, l'aîné ; puis Mengou-Khan, Koubilay Khan, Artyk-Bouga-Khan.

Mengou Khan, à l'aide du Padichah du Dechti - Kiptchak, Batou - Khan (Sayou Khan) fils de Djoutchi Khan, après la mort de Kiouk-Khan, fils d'Oktay-Khan devint Padichah dans son Etat et dans celui de son père en 658 (1259) ; il l'ajouta à son Etat le Khorossan et la Perse et y plaça son frère Houlagou-Khan comme vali. Brave et juste, il régna 9 ans et mourut en 660 (1261). En apprenant cela, son frère Koubilay Khan qui guerroyait en Chine, revint vite dans la capitale, Oloug-Youurt et monta sur le trône.

Son quatrième frère, Artik-Buga ne pouvant supporter que son frère Koubilay Khan occupât le trône, rassembla des armées et lui déclara la guerre. Vaincu, il finit par se rendre à son frère Koubilay-Khan et lui demanda pardon. Mais ce dernier, très irrité le fit mettre dans une cage en bois où il mourut l'année d'après. Depuis ce temps, Koubilay Khan, régna tranquillement, faisant la guerre à la Chine et à d'autres pays.

En 664 (1265), il apprit que son frère Houlagou-Khan qui régnait en Perse était mort. Aussitôt il nomma comme vali, Abah-Khan, fils de Houlagou-Khan, auquel il rendit les vastes pays conquis par son père. En Chine et dans d'autres pays, les conquêtes et les guerres de Koubilay Khan étaient continues ; il mourut en 694 (1294).

Son petit-fils Timour Khan monta sur le trône. Il était fils d'Oldjaytou

Khan, fils de Djigitym Khan. Il mourut après 12 ans de règne, en 706 (1306). Kochilay Khan, fils de Djiundouk, fils de Termolay, fils de Djigitym, fils de Kubilay Khan. Le cinquième successeur de Touli-Khan fut Nubay, fils de Kochilay Khan, auquel succéda Tapzi-Khan, fils de Noulouk-Balkyp-Belekto, puis un parent de Tapzi, Nuchirvan, fils de Daraya. Ce padichah avait beaucoup de qualités, mais il était trop indulgent pour les administrateurs de ses provinces, aussi son Etat eut-il à en souffrir. On eut ensuite Toka Timour Khan, fils de Timour Khan ; Bisour Der Khan. Iki-Khan ; Mechek-Khan ; Kilmour Khan ; Aktemour Khan ; Eltchi-Timour Khan

lequel s'en vint dans le pays de Timourlenk où il vécut jusqu'à sa mort.

Altay Khan, fils d'Artyk-Buga Khan de la dynastie de Touli-Khan ; Urday Khan, fils de Melik Timour Khan ; Aday Khan, fils d'Artyk-Mour-Khan.

Entre temps, Ouloug-Yourt tomba entre les mains d'un traître nommé Djuchentou, descendant d'un grand dignitaire de Gengis Khan, qui se plaça sous la domination du Khan des Kalmyks.

Les Khans qui régnaient dans ces contrées provenaient de la dynastie de Koubilay-Khan ; les padichahs du Khorossan, de la Perse et de l'Inde provenaient de la dynastie d'Houlagou-Khan. (A suivre).

## Revue de la presse

### POURQUOI N'APPLIQUE-T-ON PAS LES « SANCTIONS » AUX SOVIETS, BOURREAUX DE LA GEORGIE ?

Telle est la question que se pose *l'Espoir Français* :

Les Soviets sont, à la S.D.N., les plus chauds partisans des sanctions contre l'Italie.

Dans la coulisse et dans l'ombre, ils travaillent à envenimer le conflit italo-éthiopien et à transformer une opération coloniale — certes regrettable — en une gigantesque conflagration européenne.

Il faut aux Soviets leur guerre afin de préparer les voies à la révolution universelle.

En versant de l'huile sur le feu, ils sont dans leur rôle.

Mais ce qui est moins compréhensible, c'est que la S. D. N. se mette à la remorque de l'U. R. S. S.

A-t-on oublié, à Genève, l'invasion,

le pillage et l'annexion de la Géorgie, par les bolchevistes, en 1920-1921 ?

Ce malheureux petit pays a résisté héroïquement, tant qu'il a pu.

A maintes reprises, le Comité National Géorgien a fait appel à la S. D. N.

Celle-ci est demeurée muette.

Et l'Angleterre — qui jette, aujourd'hui, feu et flamme contre l'Italie, pour la défense des faibles et la sauvegarde du Covenant — n'a pas daigné lever le plus petit doigt en faveur de la Géorgie.

Probablement parce que cette nation n'a pas la chance de se trouver sur la route... des Indes.

Puisque les Don Quichotte de Genève veulent absolument en découvrir, qu'ils rouvrent le dossier de la Géorgie et qu'ils commencent par appliquer les sanctions... aux Soviets sanctionnistes.

Sinon, tous ceux qui ont gardé un

peu de droiture d'esprit et de coeur, estimeront qu'il se joue, à la S. D. N., une infâme comédie, où la tartuferie des uns le dispute à la lâcheté des autres.

Pierre LISSE.

### AUTOUR DE L'EXPULSION DES BOLCHEVIKS DE L'URUGUAY

Dans un bulletin de l'*Office d'Informations Orientales* (Ofinor), nous lisons ce qui suit :

Le récent conflit diplomatique entre l'Uruguay et l'U. R. S. S. qui, on le sait, a eu pour résultat l'expulsion de la Légation Soviétique de Montevideo, fournit à la presse polonaise l'occasion de passer en revue des cas semblables arrivés aux bolcheviks au cours des 18 ans d'existence du régime. Les Allemands furent les premiers à reconnaître les Bolcheviks en vertu du traité de Brest-Litowsk et ils furent également les premiers qui mirent à la porte la Légation Soviétique au bout de 18 mois à peu près, après son admission. Depuis son installation à Berlin, la Légation dirigée alors par M. Ioffé, un des compagnons de Lénine dans le fameux « wagon plombé » commença une propagande ouverte dans les quartiers ouvriers de cette capitale et dans d'autres villes industrielles, distribuant de l'argent à pleines mains et colportant des tonnes de tracts, publiés à Moscou en langue allemande et envoyés à Berlin dans les valises diplomatiques. Des grèves, des bagarres et des émeutes sanglantes s'ensuivirent, ce que voyant le gouvernement allemand résolut de procéder à une perquisition en règle dans les locaux de la Légation. Les résultats dépassèrent toutes les prévisions. On trouva non seulement une abondante littérature subversive, mais aussi une imprimerie clandestine bien organisée, un dépôt d'armes et de munitions et enfin, les plans détaillés de l'attaque des institutions gouvernementales en cas de révolution. Tout cela fut saisi et le personnel, sans autre cérémonie, reconduit à la fron-

tière. Cette mesure ne provoqua aucune protestation de la part de Moscou, mais la querelle ne dura pas longtemps car le gouvernement socialiste allemand d'alors basait ses desseins de revanche uniquement sur la collaboration avec Moscou. L'incident fut clos par la voie diplomatique et plusieurs années d'une collaboration étroite s'ensuivirent, collaboration dans laquelle les deux parties contractantes se tinrent toujours sur le « qui vive » pour déjouer à temps les menées de l'autre. Tandis que l'Allemagne équipait aussi bien l'industrie que l'armée soviétique, l'U. R. S. S. en faisait de même en ce qui concerne les révolutionnaires allemands. De nombreux procès judiciaires eurent lieu dont le plus retentissant fut celui de Munich en 1932; mais bien que toutes les pistes conduisissent toujours à l'Ambassade Soviétique, la police n'en put jamais franchir les portes sur l'ordre formel de la Wilhelmstrasse.

L'expulsion de la Légation soviétique de Berlin, bien que sans précédents dans les annales diplomatiques, ne fit pas autant de bruit, en raison du chaos révolutionnaire qui suivit immédiatement l'armistice, que l'expulsion retentissante de Londres en 1927. Le gouvernement de la Grande-Bretagne savait probablement depuis toujours, que l'Ambassade Soviétique est un centre de propagande révolutionnaire pour l'Empire, mais le gouvernement travailliste de l'époque ne voulut jamais le reconnaître. Il fallut l'avènement du gouvernement conservateur pour pouvoir enfin agir. Une perquisition effectuée dans les locaux de l'Ambassade donna aussi des preuves complètes. Une imprimerie clandestine et un laboratoire photographique très perfectionné y furent découverts. Le chef de ces services fut reconnu comme un communiste dangereux, condamné et recherché par la police. Les diplomates soviétiques reçurent leurs passeports pour rentrer en U. R. S. S. Entre ces deux exemples des plus retentissants, on note les expulsions des diplomates soviétiques de Chine, du Canada, du

Mexique, du Venezuela etc. qui passèrent presque inaperçues en raison de la distance qui sépare ces Etats de l'Europe. Ainsi, pour 1936, le gouvernement soviétique, reconnu au cours de 1924-1928 par le monde presque entier, ne reste actuellement reconnu en Amérique que par les Etats-Unis et, en Asie, par le Japon. Il serait bon d'ajouter que même dans ces deux pays les Légations de Moscou ne se maintiennent que par un miracle d'équilibre, car elles sont fortement soupçonnées de propagande révolutionnaire et souvent aussi d'espionnage économique et politique.

### QUE VAUT L'ALLIANCE DE LA RUSSIE ?

Sous ce titre, l'académicien Jacques Bainville publie une série de considérations au sujet des alliances, plus particulièrement en ce qui concerne l'accord franco-soviétique. L'intérêt que présentent ces considérations et la lettre du général Janin qui les accompagne nous incitent à les reproduire in-extenso dans le présent numéro de *Prométhée*.

De ce que j'ai écrit l'autre jour au sujet des alliances, Emile Buré tire des conclusions favorables à l'accord avec les Soviets dont il est grand partisan. Je disais que la guerre viendrait nous chercher par une querelle du germanisme et du slavisme, la Tchéco-Slovaquie servant d'otage à Hitler, comme la Serbie en 1914. Ce n'est pour nous qu'une raison de plus de ne pas nous mêler gratuitement et obligatoirement à des disputes dont les Anglais, pour leur part, ont la sagesse de se défier.

Venir en aide à la Tchéco-Slovaquie si l'Allemagne l'attaque est vite dit. Ce serait moins vite fait. Les Allemands occuperaient Prague avant que la Russie eût mobilisé et tandis que la France délibérerait encore. Nous avons déjà cité ce mot d'un général tchèque : « Si l'armée allemande envahit la Bohême, je serai fait

prisonnier sans avoir eu le temps d'enlever mon pyjama. »

Une alliance avec les Soviets offre tout ce qu'il faut pour nous amener la guerre. Quant aux services qu'elle peut rendre, ils dépendent de la valeur militaire de la Russie, valeur que M. Archimbault, dans le rapport que nous analysions l'autre jour, n'estime pas supérieure à celle de l'armée du tsar. Si encore elle lui était égale ! Le général Janin me fait l'honneur de m'adresser une lettre où il le conteste. On va la lire. Il est inutile d'insister sur les titres du général Janin qui n'est pas un slavophobe et qui s'est illustré, après la révolution russe, par son « anabase » de Sibérie avec la légion tchèque. Il parle de ce qu'il connaît. — J. B.

### LETTRE DU GENERAL JANIN

Dans l'armée rouge, la matière première est fournie par le même Russe qui n'a pas changé comme propriétés innées. Toutefois, on n'y trouve plus les Cosaques, d'une valeur militaire supérieure au Russe ordinaire et maintenant disparus, fondus. On n'y trouve plus non plus les Lettons, bien supérieurs aux Russes comme militaires, les Lithuaniens, etc. Bref, disparition d'éléments de valeur supérieure, — les Cosaques étaient nombreux. Cela n'est aucunement compensé par quelques groupes d'ouvriers conscients réunis à grand flafra dans les villes. Abrutissement et mécontentement de la masse paysanne. Donc, baisse de valeur moyenne de la matière première.

L'encadrement de l'armée tsarienne était imparfait, de valeur irrégulière. Il comptait, dans toutes les catégories, à tous les degrés, un certain nombre de personnes de première valeur, que toute armée eût été fière d'avoir dans ses rangs ; à côté de cela, une masse plus ordinaire, et une certaine, notable quantité très au-dessous de ce qui nous paraît nécessaire actuellement. La Russie, comme degré moyen de culture et d'instruction, étant très au-dessous de nous, la proportion de gens instruits y était énormément plus faible

que chez nous, si bien que pour subvenir aux besoins des diverses branches de l'état-major intellectuel de l'immense empire, il fallait bien, à côté de quelques gens très bien, se contenter de beaucoup d'autres que nous eussions chez nous trouvés très insuffisants.

Cet encadrement militaire faisait tout de même sa besogne, imparfaitement, mais à peu près.

Depuis la Révolution, il est impossible de dire que la culture générale en Russie ait augmenté. On sait comment ont été traités les savants, professeurs, écoles, universités, etc. L'instruction a donc bien déchu, même l'instruction primaire dans les campagnes. De ce chef, diminution des gens instruits.

Les cadres de l'ancienne armée ont disparu de toutes les manières, à part quelques milliers, paraît-il. Ils ont été remplacés par des gens choisis pour leurs opinions, sans instruction générale, et qui n'ont acquis que par la pratique un peu de connaissances techniques. Il n'existe pas de chefs s'étant préparés au haut commandement, ni d'états-majors instruits constituant le système nerveux d'une armée. Rien n'a été fait pour les préparer.

En 1914, cela existait imparfaitement, mais cela existait. On a détruit sans remplacer, cela ne s'improvise pas.

L'encadrement doit être considéré comme inférieur à celui de l'armée tsarienne.

Quant aux jeunes officiers allants, ils abondaient dans cette dernière également : cela n'a rien de neuf. Conclusion : armée actuelle inférieure.

Les moyens de transport sont inférieurs également. Les voies ferrées, etc., étaient en 1914 en bon état, l'or français n'y avait pas été ménagé. Le matériel également. Depuis, la guerre avait été pour l'un et l'autre une fatigue terrible ; en 1917, le matériel, me disait Nekrasov, commençait à faiblir. Les guerres civiles ont été une secousse pire encore. Ni pour l'un ni pour l'autre, il n'y a eu remi-

se en état d'ensemble qui eût exigé des sommes énormes. Il suffit de s'en rapporter à la presse russe.

J'ajouterai que, pour le personnel dirigeant des chemins de fer, la réponse doit être la même que pour l'encadrement militaire. Infériorité.

L'armement ? Je n'ai pas de précision, mais je doute. Quant au matériel militaire, il ne semble pas qu'ils en aient acheté, et s'ils l'ont fabriqué eux-mêmes, il suffit de voir ce que disent les journaux soviétiques au sujet des fabriques de tracteurs ou d'autos pour être fixé.

Reste l'aviation, qui semble réellement en progrès ; mais reste à vérifier s'il n'y a pas là surtout quelques individualités. Les Russes aimaient à avoir des bataillons de la mort, des sotnias de choc, etc., mais il leur manquait une série de bons régiments instruits, munis d'effectif complet, faisant leur métier simplement. Que valent leurs usines d'aviation ? Ils ne sont pas soigneux.

Vous serez, j'en suis sûr, d'accord avec moi pour trouver qu'il y a diminution dans l'ensemble — même avec l'incertitude sur l'armement.

S'il y a mobilisation et transports de concentration, pour tous les motifs énoncés plus haut, cela ne pourra être qu'inférieur. Ceux qui ont préparé et dirigé la chose en 1914 étaient des gens de haute valeur, — je les ai connus — ils avaient longuement préparé eux-mêmes et leur plan. Ils n'ont pas été remplacés.

Après ces considérations corrigeant celles de M. Archimbaud, il reste à se demander comment les Russes pourraient nous aider vis-à-vis de l'Allemagne. On voit bien comment nous les aiderons, on ne saisit pas l'inverse.

Le seul point qui apparaisse, c'est dans le cas d'une conflagration où la Pologne serait contre nous, que l'aviation russe pourrait aider à la faire tenir tranquille. Dans la même hypothèse, la Russie agirait contre les Polonais en essayant d'envahir leur pays : les Allemands renforceraient plus ou moins ces derniers, et ce nous serait un secours indirect.

Mais c'est bien peu de chose en regard des risques où nous pourrions être entraînés.

Si la Pologne restait neutre, il serait déraisonnable de penser qu'elle admît le passage des Russes à travers son territoire, pas plus que ne l'admettrait non plus la Roumanie, notre alliée probable.

En somme, j'ai beau chercher, j'ai dû constater que si, lorsque j'étais à Chantilly chargé des opérations, le maréchal Joffre m'avait réclamé une note sur la question, j'aurais dû lui apporter un état : néant.

Général M. JANIN.

## CHRONIQUE

### CONFERENCE DE M. J. MARTIN

Le samedi 25 Janvier a eu lieu, à l'Institut International de Coopération Intellectuelle, la conférence de M. Jean Martin, directeur du *Journal de Genève*. Organisée sous les auspices du Comité France-Orient par le Comité d'Amitié des Peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, elle a été suivie durant deux longues heures, avec une attention soutenue, par une salle comble à craquer. Le conférencier a évoqué le voyage qu'il avait accompli en 1920 au Caucase et les impressions qu'il avait reçues des peuples de cette belle contrée alors libérée du joug russe. Le conférencier a été longuement et chaleureusement applaudi.

Nous donnerons un compte rendu plus détaillé de cette intéressante conférence dans le prochain numéro de *Prométhée*.

### NOUVEAU JOURNAL

Nous venons de recevoir les derniers numéros du nouveau journal « Milli-Baïrak » édité par notre ami Ayaz bey Iskhaki, le chef du mouvement national des Idel-Uraliens. L'infatigable lutteur pour la liberté du peuple tatare de la Volga et de l'Oural a décidé de faire paraître ce journal à Moukden, la capitale du Manchou-Kouo où réside un bon nombre de ses compatriotes, qui se groupent autour de ce nouvel organe de la presse des peuples opprimés par l'U.R.S.S. et qui luttent pour leur indépendance.

Le grand format du journal, ses articles qui sont d'une grande variété, ses illustrations rendent la lecture très attrayante et instructive. Les collaborateurs de ce journal ont donné déjà une série d'articles politiques, économiques, historiques et littéraires d'une grande importance.

Nous saluons notre nouveau confrère et lui souhaitons de tout notre coeur le succès qu'il mérite.

E5114E  
1936

ՀԱՅԿԱՍՏԱՆԻ  
ՊԱՐԹՆԱԿԱՆԱԿՈՒԹՅՈՒՆ

Édition et Imprimerie  
Rapide de la Presse  
O. ZELUK  
5, rue Saulnier, Paris